

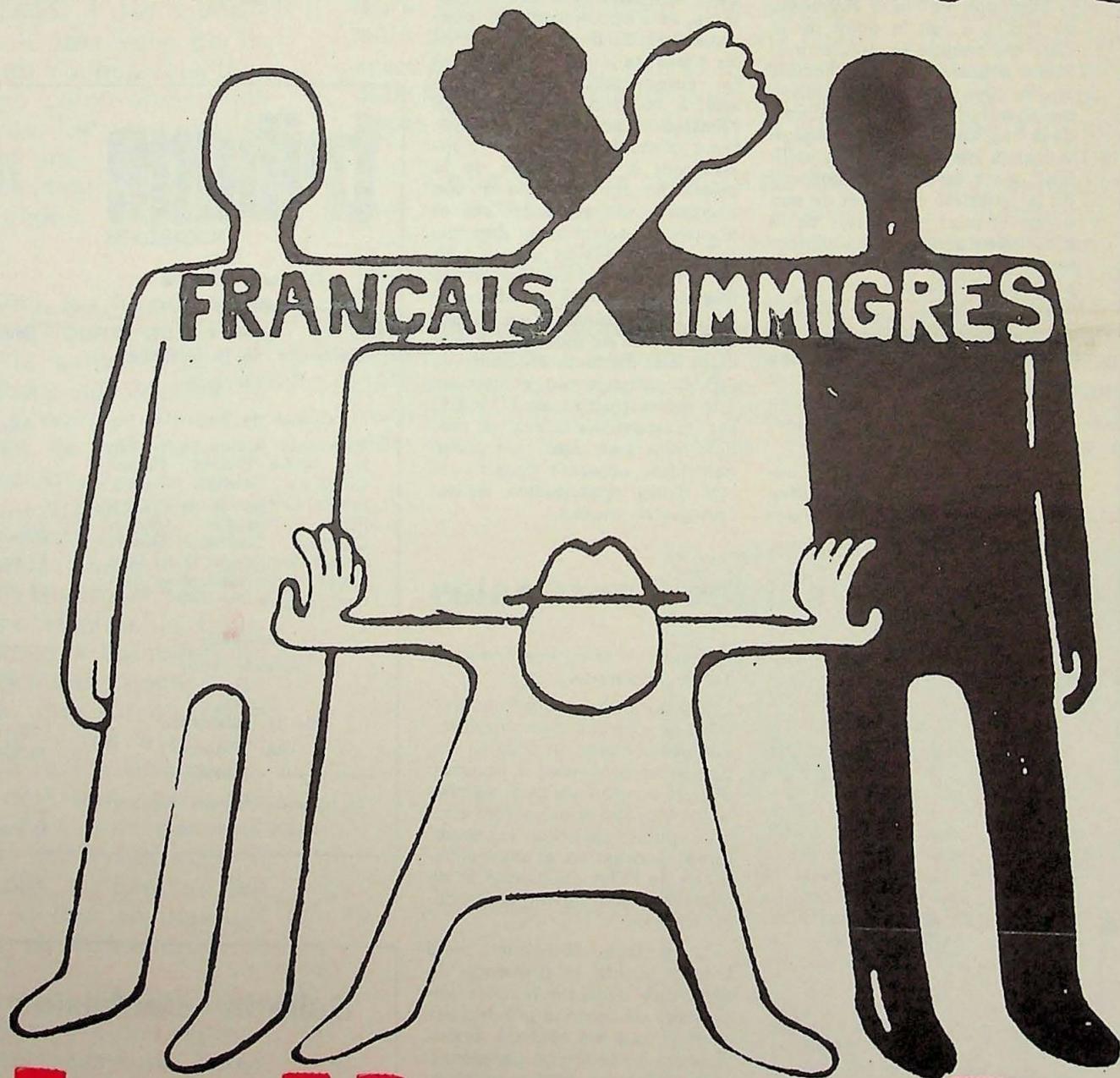
tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 8 JANVIER 1970
N° 436, 1,50 F



TRAVAILLEURS



UNIS

Luttes ouvrières.

6. A Givors, les travailleurs à la rue.
7. « Contrat de progrès » aux usines Berliet.
8. Brest : le pouvoir, il se prend.
9. Les salariés des coopératives contre la hiérarchie des salaires.

Luttes internationales.

16. A Turin, la lutte continue.
A. Perret-Lyaudet
Elie Depardon
17. Répression au Brésil.
Henri Beley

Vie économique.

14. La loi du dollar.
Rémy Grillault

Vie culturelle.

18. Le prix du théâtre pauvre.
Dominique Nores

Vie quotidienne.

19. Reprise en main à la Radio-Télévision scolaire.
A.-M. Lefranc

Politique intérieure.

4. Un jour, dans la presse communiste..
Pierre Gautier
5. Bonne année !
Gérard Féran
20. Affaire non classée.
Jean Verger

Document.

- 10-11. Lettre ouverte à M. Guichard : des maternelles au ra-bais.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Ah, Dieu !
que la guerre
est jolie !**

vie militante

Communiqué sur les travaux de la D.P.N.

La D.P.N. du P.S.U. s'est réunie à Paris les 3 et 4 janvier. Elle a consacré l'essentiel de ses débats aux problèmes agricoles et aux problèmes universitaires.

Avec le concours de nos responsables agricoles régionaux, la Direction Politique Nationale du P.S.U. a fait le point de la crise qui secoue le monde rural et ses organisations syndicales, en fonction de la pénétration croissante du grand capitalisme dans l'agriculture. Elle a dégagé les axes de lutte de ses militants pour le contrôle collectif de la propriété du sol et de son usage et pour le contrôle de la production des produits alimentaires par tous les travailleurs paysans et salariés.

Elle a enfin précisé l'organisation du secteur agricole du P.S.U., ses unités de base, ses moyens d'action régionaux et nationaux et elle a prévu une rencontre de ses cadres paysans les 17 et 18 janvier.

La D.P.N. du P.S.U. a par ailleurs examiné le rôle des luttes universitaires dans le cadre ac-

tuel de la lutte de classe et précisé sa stratégie dans ce domaine. Les militants du P.S.U., sur leur propre base et dans le cadre des organisations de masse, défendront des objectifs capables de relier le combat des étudiants et des enseignants à celui de l'ensemble des travailleurs. Ils s'opposeront à la politique actuelle du Pouvoir qui vise à travers la rentabilisation et la réorganisation de l'Université, à accroître le contrôle de l'Etat et du patronat sur le système d'enseignement. Ils s'opposeront à la pression de la classe bourgeoise telle qu'elle s'exprime à travers les mécanismes de sélection et des formes de répression qui se couvrent du masque de l'Université libérale. La D.P.N. a enfin examiné les problèmes qui se posent au sein du mouvement étudiant. Les militants étudiants du P.S.U. participeront activement à la reconstruction de l'U.N.E.F. sur de nouvelles bases, en rapport avec tous ceux qui partagent leurs objectifs dans le cadre d'une organisation démocratique de masse.

Résolution sur les Cantonales

La Direction Politique Nationale du P.S.U. réunie les 3 et 4 janvier 1970 a débattu du problème des élections cantonales de mars 1970 et arrêté les consignes transmises aux fédérations.

Le P.S.U. saisira l'occasion ainsi offerte de mettre en cause le régime et de poursuivre son combat pour la construction du courant socialiste et le renversement du système capitaliste. Plus particulièrement, le P.S.U. utilisera cette campagne pour :

— dénoncer le caractère d'encouragement à la spéculation de la politique gouvernementale en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme et donner ainsi une dimension nouvelle à la campagne décidée par son Conseil National contre « le capitalisme dans le cadre de vie » ;

— populariser les luttes sociales et accentuer à cette occasion la campagne qu'il a entreprise sur le contrôle ouvrier ;

— poser le problème agricole en montrant la pénétration croissante du grand capitalisme dans

l'agriculture et en soutenant les luttes paysannes ;

— faire apparaître l'absurdité et la sclérose des structures départementales et locales actuelles et présenter à nouveau des structures qu'il a maintes fois exposées et qui seules sont susceptibles de briser les structures autoritaires et centralisatrices de l'Etat capitaliste et de permettre une vie régionale démocratique.

C'est dans cet esprit que la D.P.N. décide la présence de candidats dans un nombre importants de cantons provinciaux et dans tous les cantons renouvelables de la région parisienne et des grandes agglomérations.

A quelque échelon que ce soit, le P.S.U. ne se prêtera pas, aux traditionnels marchandages sans principe qui marquent habituellement ce type d'élection tant au premier qu'au second tour. Il cherchera partout à réaliser l'unité possible, mais sur les seules bases de la stratégie du courant socialiste et des thèses de combat contre le régime capitaliste.

Réunions

● Mercredi 14 janvier :

A l'initiative des sections E.D.F. et C.D.F. de la fédération de Paris, meeting avec Michel Rocard.

A partir de 14 h 30, cinéma Le Villiers, 21, rue Legendre, PARIS 17^e.

● Jeudi 15 janvier, à 21 h, à La Mutualité grand meeting de SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PEUPLE BRÉSILIEN, sous la présidence de Georges CASALIS, professeur à la Faculté de Biologie protestante de Paris.

LE BRÉSIL SOUS LE POUVOIR MILITAIRE

Montages audio-visuels, témoignages et documents sur la domination et la répression, la torture.

LA LUTTE DE LIBERATION AU BRÉSIL

Témoignages des luttes, messages des organisations de résistance, prises de position.

L'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE

Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e, grande salle.

Contribution aux frais à l'entrée, ouverture à 20 h 15. Soutien de l'U.N.E.F.

● Les 24 et 25 janvier

Le comité de coordination des Jeunes Travailleurs organise un week-end de formation.

Thème : le profit, dans l'entreprise, dans la vie locale.

Lieu : M.R.J.C. : 6, rue Henner, Paris 9^e.

Début : samedi 24 à 15 h.

S'inscrire auprès du C.C.J.T., 81, rue Mademoiselle, Paris 13^e.

● Samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février :

Stage régional entreprise Bourgogne-Franche-Comté ouvert aux militants d'entreprise de l'Yonne-Nièvre-Jura-Saône-et-Loire - Haute-Marne-Côte-d'Or, à Dijon.

Ecrire à Giffard, 20, rue Sully, Dijon (21).

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
36.000 exemplaires.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADemoiselle, PARIS-15^e

Vent d'est et vent d'ouest

Jean-Marie Vincent

L'année 1969 a été une année de très grandes luttes. Au Vietnam du Sud, le F.N.L. déclenchait en février la grande offensive du Têt, frappant de stupeur tout le monde capitaliste. Le 1^{er} Mai à Prague les masses ouvrières dérangeaient le bon ordre des manifestations rituelles du régime. Quelques jours après en France commençait le grand mouvement des ouvriers et des étudiants. Il était suivi par la révolte étudiante en Yougoslavie, puis par l'extraordinaire soulèvement des étudiants mexicains. Le vieux monde de Yalta, celui du statu quo arrangé entre les dirigeants impérialistes et les dirigeants soviétiques craquait de toutes parts.

Depuis, il est vrai, les forces de la conservation, tant à l'ouest qu'à l'est, sont passées à la contre-offensive. L'invasion des chars soviétiques en Tchécoslovaquie a marqué le début d'un processus dit de normalisation qui, peu à peu, s'est étendu à la quasi-totalité de l'Europe orientale et à la quasi-totalité des partis communistes d'Europe occidentale. Dans les pays capitalistes les plus durement secoués par la contestation interne, la bourgeoisie est parvenue à colmater les brèches et à regrouper, comme en France, l'essentiel des forces réactionnaires. Aux Etats-Unis le gouvernement Nixon a déchaîné une véritable guerre d'extermination contre les secteurs les plus combatifs du mouvement noir (voir les assassinats à peine légalisés des dirigeants des « Black Panthers ») tout en poursuivant son agression au Vietnam.

A l'échelle internationale l'impérialisme procède d'ailleurs à des regroupements, à des reclassements. Après avoir manifesté son allégeance au grand protecteur américain, la diplomatie française resserre ses liens avec la Grèce des colonels, avec l'Espagne franquiste, avec l'Afrique du Sud, tout cela derrière le rideau de fumée des querelles entre gaullistes orthodoxes et pompidoliens. Dans tout cela il n'est pas seulement question de bon-

nes affaires, mais d'ententes pour se garantir des zones d'exploitation et pour se prémunir contre la révolte des peuples. L'intervention au Tchad n'est pas une aberration, elle est nécessaire pour que les Senghor, les Houphouët-Boigny, les Bokassa puissent résister à la colère de leurs administrés, elle est nécessaire pour que les travailleurs africains viennent fournir une main-d'œuvre à bon marché dans nos villes au risque d'y vivre et d'y mourir dans les pires conditions comme leurs frères Portugais ou Espagnols.

Il ne peut donc être question de voir l'année 1970 sous des couleurs roses. L'adversaire de classe est puissant, il est averti, il utilise toutes les faiblesses d'un mouvement ouvrier international qui a perdu l'habitude de penser son action en termes internationalistes et qui dans les pays occidentaux manifeste une indifférence à peu près complète pour le sort des travailleurs im-

migrés. Mais pour paraphraser Antonio Gramsci, nous pouvons opposer au pessimisme de l'intelligence qui peut et doit voir les difficultés, l'optimisme de la volonté qui sait utiliser les contradictions, les divisions du système capitaliste. Pour vigilants qu'ils soient, les défenseurs du capitalisme et des valeurs bourgeoises ne sont pas pour autant rassurés. Les promesses démagogiques, les recours à la répression policière témoignent de leurs craintes. Ils peuvent caresser l'idée d'un pouvoir policier omni-présent ou d'un encadrement des masses de type fasciste, rêver que les C.D.R. et autres S.A.L. maintiendront les masses dans l'apathie, mais pour aller jusque-là ils doivent spéculer sur notre inactivité, sur notre engourdissement. C'est un mauvais calcul, car de l'Italie à la France, entre autres, les travailleurs ne croient pas à la trêve des confiseurs. Malgré tous les pouvoirs forts, l'ordre capitaliste reste fragile.

André Barjonet

LA REVOLUTION TRAHIE DE 1968

(Aux Éditions John Didier)

3 f.

● En vente dans la
Librairie TRIBUNE SOCIALISTE
54, Bd Garibaldi - Paris 15^e

Un jour, dans la presse communiste...

Pierre Gautier

Notre confrère l'*Humanité* n'aime pas beaucoup le P.S.U. et son organe hebdomadaire *Tribune socialiste*. Cela ne nous étonne évidemment pas, car dans ces colonnes nous n'avons jamais hésité à critiquer sévèrement la politique du P.C.F., particulièrement sa politique depuis mai 1968. Mais nous avons conscience d'avoir toujours examiné les problèmes au fond et de n'avoir jamais substitué l'injure ou l'excommunication à l'argumentation. Or, force est de constater que l'article de Louis Luc (*l'Humanité* du 27 décembre 1969) n'essaie pas de répondre à ce que nous avons pu écrire, mais utilise purement et simplement un vieux truc de la polémique stalinienne : l'assimilation de toute critique fai-

te d'un point de vue socialiste et révolutionnaire à l'anticommunisme, c'est-à-dire à un courant de pensée qui exprime l'hostilité profonde de la bourgeoisie à tout ce qui paraît menacer sa domination de classe, de près ou de loin.

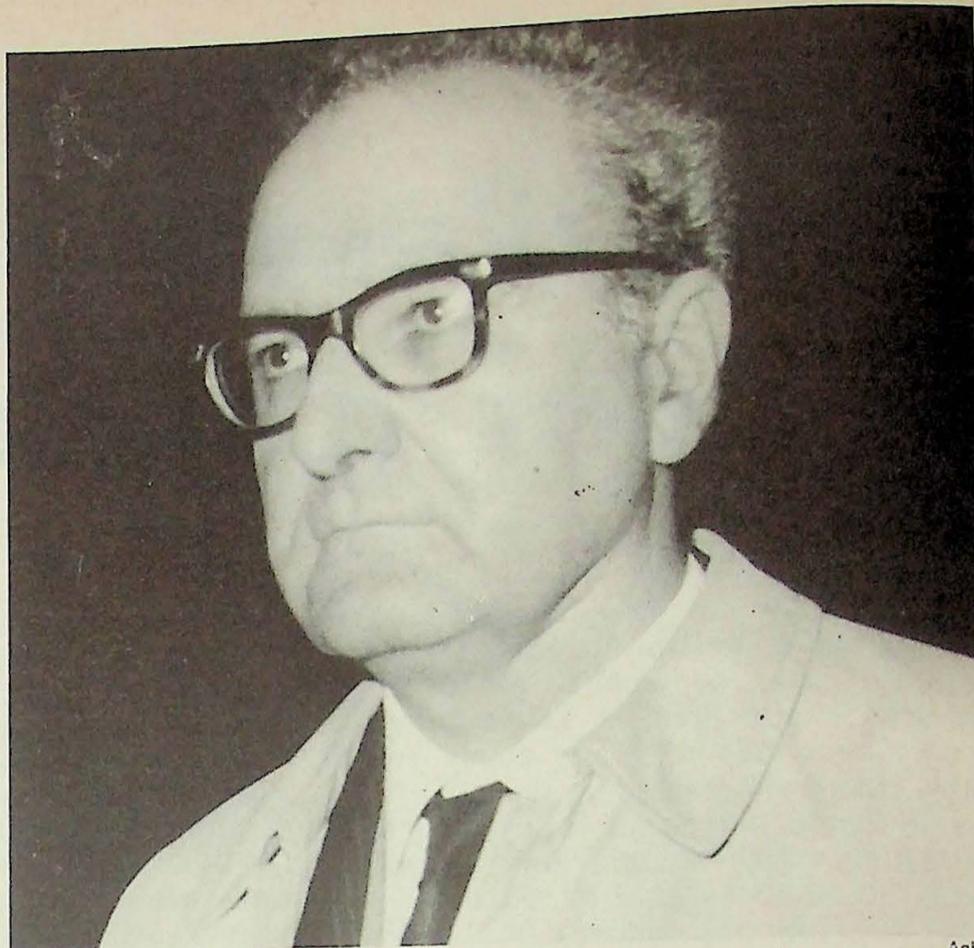
Pendant de longues années le P.C.F. a joué avec efficacité sur cette hostilité pour faire taire tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, mettaient en question sa tactique ou sa stratégie, sans faire de concessions à la bourgeoisie comme la social-démocratie. Aujourd'hui, les temps ont changé. De moins en moins nombreux sont ceux qui croient que se séparer du P.C.F. sur telle ou telle question d'orientation pousse inévitablement dans les bras des capitalistes. Les étudiants ou les ouvriers que la presse communiste qualifie de « gauchistes » ne sont pas des Kœstler au petit pied et notre camarade Barjonet, pour prendre un exemple, n'a pas pris la route d'un Doriot ou d'un Gitton, mais s'est efforcé de rester fidèle aux motivations qui le conduisirent il y a plus de vingt-cinq ans au parti communiste.

Les vieux réflexes

Gageons que sur ce point les journalistes de *l'Humanité* ne se font plus beaucoup d'illusions. Ils ne cherchent pas à convaincre des lecteurs hésitants ou critiques. Leur but est plutôt de protéger contre la contamination hérétique les adhérents qui, jusqu'ici, ne se sont pas posé de questions, tant en les détournant de prendre connaissance des arguments que nous pouvons avancer qu'en les renforçant à peu de frais dans la conscience qu'ils veulent avoir de défendre une juste cause. Nous sommes persuadés que les Louis Luc ou les Georges Bouvard réussissent assez largement dans cette tâche, ne serait-ce qu'en faisant fond sur de vieux réflexes de solidarité et de vieilles habitudes de vie commune dans le même parti. Mais cette victoire ne peut les mener très loin, car une grande partie des problèmes qu'ils tentent d'expulser de l'horizon des militants communistes sont remis sur le tapis par les développements de la situation.

Où sont les concessions ?

Dans le cadre des « Tribunes libres » préparatoires au congrès



Agip

du P.C.F. de février, nous voyons Yvonne Quilès, membre du comité fédéral du Rhône, mettre en question un passage des thèses comme comportant des concessions aux thèses du P.S.U. et des gauchistes sur le caractère révolutionnaire de la période de mai-juin 1968. C'est donc qu'il y a effectivement un problème.

Nous avons vu aussi Roger Garaudy ramener sur le tapis la question de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et condamner le socialisme à la Brejnev. Certes, la réponse ne s'est pas fait attendre, mais il nous paraît significatif que l'un des critiques de R. Garaudy, Fernand Rolet, vienne confirmer noir sur blanc une de nos analyses sur la stratégie du P.C.F. en écrivant : « Il (Garaudy) semble oublier que les possibilités nouvelles d'un passage au socialisme dans notre pays sont conditionnées, d'une part, par le poids essentiel du camp socialiste et de l'Union soviétique en particulier, qui a ouvert le chemin, par l'unité du monde socialiste face à l'impérialisme mondial, et, d'autre part, par les objectifs concrets, particuliers, spécifiques, que notre parti énonce clairement et propose à toutes les forces démocratiques de promouvoir sur la base d'un programme et d'une action susceptibles d'aboutir à un rassemblement majoritaire. » N'est-ce pas dire très clairement que le P.C.F. renonce à l'action révolutionnaire de masse au profit d'une stratégie qui combine la recherche d'une coalition parlementaire avec l'influence diplomatique-économique de l'U.R.S.S. et de ses alliés.

Que *l'Humanité* ne s'indigne pas après cela que notre appréciation de la déclaration commune P.C.-P.S. soit négative ! Nous ne sommes pas prêts à prendre pour une orientation offensive vers le socialisme une déclaration qui esquive

tous les problèmes fondamentaux de la période que nous vivons, mais représente un compromis boiteux entre la stratégie néo-réformiste du P.C.F. et les préoccupations conservatrices du P.S. en mal de survie. Notre conception de l'unité est beaucoup plus haute, beaucoup plus attentive aux aspirations des masses, à la nécessité pour elles de s'auto-organiser et de faire prévaloir leurs intérêts. Nous n'aurons pas l'outrecuidance ou la présomption d'affirmer que le P.S.U. peut à lui seul impulser un tel processus unitaire.

L'unité, comment ?

Nous croyons même qu'il y faudra l'effort de très nombreux secteurs aujourd'hui dispersés du mouvement ouvrier. Mais nous sommes persuadés que ce processus ne pourra s'amorcer que si les vieilles orientations opportunistes, les vieilles prétentions au monopole d'organisation sur la classe ouvrière sont peu à peu dépassées. A ce propos, rassurons tout de suite Georges Bouvard : en aucun cas le P.S.U. ne prend comme modèle l'appareil de la social-démocratie suédoise. Les récentes grèves « sauvages » en Europe du Nord (Danemark, Norvège, Suède et Finlande où le P.C. est au pouvoir) suffiraient d'ailleurs à nous convaincre que la cogestion patronat-syndicat appuyée par un appareil d'Etat géré par la social-démocratie n'a rien à voir avec le socialisme. Les questions que nous voulons voir discuter, celles de la stratégie, de la démocratie au sein du mouvement ouvrier, sont en définitive trop importantes pour qu'elles puissent être éludées. A leur façon les travailleurs le ressentent en adoptant des formes de lutte plus avancées. C'est pourquoi nous pensons que la presse communiste devra un jour les aborder.

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE MARDI-GRAS

4-11 Février

LES MONTS DES GEANTS
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS
(4 h. par jour)

en AVION : 1 h. 30 de vol

PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor F 595

Hôtel Savoy F 650

REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans

25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/PARIS - Logement en chambres à 2 lits - Pension complète - Transferts en autocar de Prague à la station - Séjour d'une journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Janvier, Février, Mars, Mardi Gras - Pâques

VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS (9^e)

Tél. : PRO. 17-69 - Lic. 487 A

Bonne année

Gérard Féran

D'après vous, qu'est-ce qui est le plus important : le départ de De Gaulle ou l'arrivée sur la Lune ? L'échec américain au Vietnam ou la rupture sino-soviétique ? L'assassinat de Kennedy ou mai 68 en France ? Voilà, si vous avez eu l'occasion de regarder ou d'écouter l'un des multiples jeux proposés par la presse et la radio-T.V. en ce début d'année, le genre de questions auxquelles vous aurez à répondre. Et chacun de nous fera son petit tiercé en espérant qu'il ressemblera le plus possible à la « liste type de Monsieur Tout-le-Monde », condition « sine qua non » posée par MM. Guy Lux, Bellemaire et consorts pour gagner quelque chose. Ce genre d'émission n'est pas aussi stupide qu'on pourrait le croire. Car elles permettent la reconstitution d'une histoire étrangère aux travailleurs. Ainsi, tout événement n'a de valeur que parce qu'il devient spectacle et objet de consommation alors qu'il était au départ produit du travail des hommes, et expression de leur liberté. Prenez la conquête de la Lune. Nous ne sommes pas de ceux qui font de l'indifférence vis-à-vis de tels événements un critère d'une analyse politique révolutionnaire. L'effort technologique considérable qui a permis cette réussite montre bien jusqu'à quel point le développement des forces productives peut donner aux hommes la possibilité « d'humaniser » le monde (au sens de réduire l'aliénation, résultat de l'étrangeté de l'homme et de la nature) et de le « défatatiser ». Mais ce qui a été le résultat du travail de millions de travailleurs, américains ou non, ce qui a marqué les possibilités immenses offertes à toute l'humanité s'est trouvé récupéré, appauvri, dépossédé par les soins d'une catégorie sociale particulière, la classe dominante nord-américaine, qui en a fait sa réussite et envisage de l'utiliser, comme l'a montré le voyage de Nixon immédiatement après l'événement, à ses propres fins de domination mondiale et de justification du système capitaliste. Si l'idéologie a une telle importance et par conséquent pour nous la lutte contre cette idéologie, c'est justement parce qu'elle perpétue

la privatisation des moyens de production en ôtant aux travailleurs la possibilité de **faire leur propre histoire**. Les besoins créés par le travail qui débouchent sur l'appropriation collective des moyens de production et sur l'utilisation par tous des fruits du « travail collectif », selon l'expression de Marx, sont éliminés au profit des besoins du capital qui débouchent sur l'ex-

travailleurs, même si ce droit leur est ôté par l'idéologie de la bourgeoisie. Il ne s'agit donc pas pour nous d'opposer artificiellement une histoire appauvrie du mouvement ouvrier réduite à ses grèves, à ses événements politiques et sociaux à une histoire bourgeoise qui s'approprierait tout le reste des moyens de communication, la maîtrise sans cesse plus grande de la

possibilité d'utiliser aux fins de **leur** solidarité, de **leur** lutte, de **leur travail** ces outils d'information qu'ils ont créés.

De même la greffe du cœur et tous les progrès scientifiques réalisés au cours de cette décennie dans le domaine de la santé sont des victoires de **tous** les hommes. Or, ils deviennent des objets de spectacle destinés à cacher derrière le vedettariat de tel chirurgien ou de tel malade l'utilisation qui est faite de la médecine par le capital. Utilisation dont l'objet est, selon l'expression consacrée, de « réparer les travailleurs » et non de les « soigner » en éliminant l'étude des causes sociales ou psychologiques qui peuvent être à l'origine de leur maladie.

Récupérer notre humanité

Il fut un temps où l'exploitation capitaliste des travailleurs a été absolue puisqu'elle conduisait directement ceux-ci à la misère, voire à la mort. Elle n'a plus aujourd'hui la même forme mais son principe est le même. Briser, parcelliser le travail de telle façon que les travailleurs ne puissent revendiquer collectivement le produit de leur travail et les moyens qu'ils ont utilisés pour le produire. Leur ôter toute possibilité de comprendre que ce sont eux qui créent le monde, en faisant de l'histoire des hommes une suite d'événements abstraits et étrangers à ceux qui en sont les auteurs.

Il est de bon ton en ce début d'année de souhaiter à chacun la réalisation de ses désirs. Nos souhaits à nous ce seront les luttes que nous mènerons cette année, seules capables de donner un contenu réel à ces mots de bonheur, de joie ou de libération dont se sert une classe dominante pour faire accepter son exploitation. Car la lutte révolutionnaire consiste à « récupérer notre humanité » selon l'expression des révolutionnaires argentins. Récupérer notre humanité, c'est-à-dire aussi récupérer notre propre histoire défigurée par le capitalisme.



Elie Kagan

ploitation et la réduction des rapports humains à l'échange des marchandises.

Faire notre propre histoire

Ainsi, toutes les étapes franchies par l'humanité depuis la révolution industrielle et scientifique appartiennent de droit à l'histoire des

nature, l'atome et la révolution nucléaire. Tout cela est d'abord le résultat du travail et non du capital. Et c'est pourquoi nous devons lutter avec la plus grande énergie contre l'utilisation qui en est faite par la bourgeoisie. Lorsque l'on voit l'importance que la liberté relative et provisoire d'information a eu en mai 1968 pour la généralisation du mouvement étudiant et ouvrier, on comprend ce que représenterait pour les travailleurs la



Givors

Les travailleurs à la rue

Jean-Jacques Frizon

Des centaines de familles givordines frappées par le chômage, l'avenir de nombreux jeunes menacés par l'évolution économique orientée en fonction de la rentabilité immédiate, tels sont les résultats d'une politique définie par les Pompidou, Chaban-Delmas et consorts.

Patronat : désordre établi

Pour améliorer leurs positions sur le marché, pour accroître leurs profits, les grandes sociétés capitalistes accélèrent la concentration des capitaux accumulés sur le dos de la classe ouvrière et accélèrent la concentration des moyens de production, avec le soutien et l'aide de l'Etat.

Les grandes sociétés capitalistes n'hésitent pas à détruire des ressources humaines et matérielles acquises au prix des efforts des travailleurs. C'est le cas de la zone industrielle de Givors où les travailleurs ont été durement frappés par les réorganisations et les concentrations de ces dernières années.

De nombreuses entreprises ont réduit ou cessé leur activité, comme Fives-Lille-Cail.

Il y a une dizaine d'années, cette importante société spécialisée dans la mécanique lourde employait près de 14.000 salariés dans ses usines de Lille, Denain, Ivry, Rousies, Givors... Au 30 juin 1969, ils n'étaient plus que 4.855.

Quant à l'usine de Givors, de 1957 à ce jour, l'effectif est passé de 1.500 à 400 salariés, et ceux-ci attendent la fermeture définitive très prochainement !

Le chômage menace aussi les travailleurs des établissements Prost (produits céramique et ré-

fractaire). La fermeture de cette entreprise est également annoncée pour la fin de l'année !

A Fives-Lille, les patrons font ce qu'ils veulent, ils licencient, alors que certains travaux sont effectués dans d'autres installations.

Déportation industrielle

Plusieurs démarches ont été effectuées par les organisations syndicales et la municipalité auprès des pouvoirs publics qui doivent programmer une zone industrielle de 30 hectares à Givors.

Ces promesses ne résolvent pas pour l'instant la « déportation industrielle » dont sont victimes plus de 3.500 travailleurs givordins qui parcourent 20 à 50 km chaque jour pour se rendre à leur travail.

On peut se demander qui va imposer au patronat d'implanter de nouvelles usines à Givors ? Qui va imposer à la société Fives-Lille de céder les hectares qu'elle possède ? L'Etat, les pouvoirs publics, les industriels lyonnais !...

Seule la lutte payera

Face à cette offensive contre leurs conditions d'existence, les travailleurs de Givors ont engagé l'action : grèves et manifestations se sont succédées pour la défense de l'emploi.

En ripostant par l'occupation des locaux ; les travailleurs de Fives-Lille ont déjoué les manœuvres de la direction qui tentait de se débarrasser de seize de leurs camarades.

Nous, nous n'avons rien à attendre du patronat et de l'Etat à son service. Seule l'action résolue des travailleurs imposera un emploi pour chacun.

Mais ce ne sont pas les travailleurs de Fives-Lille et de Givors seuls qui l'imposeront. C'est pourquoi les luttes actuelles doivent s'élargir.

Nécessaire coordination des luttes

La tactique des grèves décidées et pratiquées isolément doit céder la place à une coordination des luttes et à l'unification de celles-ci, si nous ne voulons pas que les conquêtes ouvrières soient sans cesse remises en cause.

C'est pourquoi la poussée des luttes qui se développent actuellement doivent se situer dans un combat contre nos exploités : le capitalisme et l'Etat, et dans une prise de pouvoir par les travailleurs tant dans les entreprises, les universités, les quartiers, les communes, les régions qu'au niveau de l'appareil d'Etat.

Dans notre lutte quotidienne dans les entreprises, imposons le contrôle des travailleurs sur :

- Les livres de comptes ;
- Les investissements, les décisions ;
- Les conditions de travail ;
- Les conditions d'embauche ;
- Les cadences ;
- La durée du travail ;
- Les salaires, les classifications ;
- La formation professionnelle, le recyclage.

Dans notre lutte contre l'arbitraire qui nous concernent ; ainsi nous porterons des coups au système qui nous opprime ; aux capitaux patronaux, imposons le contrôle des travailleurs sur les décrets et à l'Etat, et nous avançons vers la société socialiste. □

"Contrat de progrès" aux usines de Berliet

Abraham Béhar

Ce contrat nous paraît tout à fait caractéristique de la stratégie du patronat et de l'Etat.

1) La partie « carotte » est extraordinaire, nous en reproduisons des extraits ici. Il faut dire que même dans les rêves, les syndicats n'espéraient pas autant.

2) La contrepartie « bâton » est cependant de même taille. Reconnaissance du pouvoir absolu du patronat, engagement pour un an de ne pas « perturber la production » et finalement engagement de faire ce qu'il faut contre les perturbateurs.

Qui est visé dans le contrat ? Très clairement les ouvriers qui prennent le contrôle de tel ou tel aspect de la production ou des cadences dans les ateliers. Le tract patronal du 26 novembre 1964 est le plus clair sur ce sujet :

« Avant même que ces discussions soient terminées, des actions limitées prennent naissance dans certains secteurs de l'entreprise.

Ces actions veulent remettre en cause un accord signé en avril dernier entre la direction et l'ensemble des organisations syndicales devant le directeur départemental du travail, puisque les demandes aboutissent purement et simplement à remettre en cause la structure de rémunération actuellement en vigueur dans l'entreprise. Or, dans la mesure où cette structure devrait être modifiée, une procédure, dont l'initiative incombe aux organisations syndicales, a été prévue dans cet accord.

Ces actions, si elles sont le fait d'une minorité, risquent d'avoir à court terme des répercussions sur l'écoulement normal de la production, donc sur la vie même de l'entreprise. »

Il nous semble, à la lecture de ce contrat, qu'une question se pose, et que nous posons avec angoisse et fraternité au mouvement syndical.

Si l'autonomie vis-à-vis des partis est indispensable, n'est-il pas temps d'assurer aussi l'autonomie vis-à-vis du patronat et de l'Etat ?

Programme 1970

Direction et organisations syndicales ont confronté, sur la base de documents techniques, leurs points de vue, d'une part sur le **devenir économique de l'entreprise** et, d'autre part, sur les aspirations du personnel.

Les analyses effectuées ont permis de constater ou d'admettre, de part et d'autre, un certain nombre de principes directeurs permettant de proposer des orientations à moyen terme et de décider de réalisations à court terme.

Progressivement s'est ainsi dégagée, dans la liberté des confrontations et des opinions exprimées, l'idée qu'il était possible d'aller à la définition d'un programme de réalisations applicables en 1970.

Dans cet esprit, **direction et organisations syndicales sont donc convenu :**

- De définir contractuellement pour 1970 un programme de progression sociale dont les dispositions essentielles figurent dans le présent document ;
- De mettre tout en œuvre pour que, pendant la durée de ce programme et sur les points traités, **le respect des engagements soit la règle commune** et qu'en cas de difficultés les procédures prévues reçoivent application et les organismes de représentation du personnel, notamment le délégué syndical d'entreprise, jouent leur rôle ;
- De suivre périodiquement l'application dans l'entreprise des mesures décidées dans le cadre de ce programme contractuel ;
- De se rencontrer dans le courant du quatrième trimestre 1970 pour tirer les leçons de cette expérience et arriver, si possible, à la définition contractuelle d'un nouveau programme de progression sociale pour 1971.

Il est admis que :

Le rôle des services de l'entreprise chargés d'assurer l'organisation du travail, au moyen des techniques qui leur apparaissent nécessaires, doit être respecté ;

Le potentiel de l'entreprise et les capacités de production doivent être maintenus, à partir de la notion d'activité normale du personnel.

Rémunération et pouvoir d'achat

Pouvoir d'achat

- La Direction est disposée à ce que, dans le cadre des procédures et sur les bases définies dans l'accord de 1964, une constatation soit faite de l'évolution du pouvoir d'achat.
- A compter du 1^{er} janvier 1970, cette constatation sera faite sur les bases suivantes :
 - L'indice destiné à suivre le coût de la vie sera la moyenne des indices officiels (259 articles, I.N.S.E.E.), syndicaux (C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.) et familiaux (U.N.A.F.) ;
 - L'indice destiné à suivre les évolutions des salaires dans l'entreprise sera l'indice correspondant à l'évolution moyenne des salaires de ... (référence à définir) ;
 - Cette constatation sera faite par la Commission Economique du C.C.E. qui se réunira **semestriellement** pour cela avec au minimum deux représentants de la Direction et qui communiquera ses conclusions à la Direction Générale ;
 - Ces dispositions pourront être réexaminées dans le cas où la situation économique de l'entreprise

amènerait à reconsidérer le problème de la sécurité de l'emploi du personnel.

• Augmentations générales

Au 1^{er} janvier 1970, les appointements et salaires des ouvriers, mensuels et cadres seront majorés de 2 %.

• Répartition

Dans le cadre de l'augmentation générale prévue au 1^{er} janvier 1970, un taux minimal de revalorisation de 0,10 F est arrêté pour le personnel ouvrier. Un taux comparable sera arrêté pour les E.T.D.A.

• Salaire minimum garanti Berliet

— A compter du 1^{er} janvier 1970, le salaire minimum garanti Berliet est porté à 820 F dans les conditions définies antérieurement.

— A cette même date, le personnel rémunéré aux barèmes « Groupe Forges » et « Groupe Fonderies » verra le salaire minimum garanti qui lui est applicable aligné sur celui du Groupe « Automobiles », ceci étant réalisé par l'exclusion de la prime de bâtiment dans les calculs du salaire minimum garanti.

— Une révision du niveau du salaire minimum garanti sera réalisée annuellement sur la base du coût de la vie et de l'évolution conjointe du salaire moyen.

Primes

Différents avantages sont accordés.

Durée du travail

- La Direction, de manière unilatérale ou contractuelle, a déjà, dans le passé et encore en 1969, procédé à des aménagements d'horaires qui ont abouti à une réduction de la durée du travail.
- Pour 1970, la réduction du temps de travail sera effectuée quotidiennement, la compensation des ressources afférentes à cette réduction du temps de travail sera effectuée à 100 % suivant un calendrier.

les conditions propres et particulières d'exercice de la fonction.

L'harmonisation des statuts continuera d'être réalisée par les deux voies retenues jusqu'ici :

- Extension progressive du statut d'ouvriers au mois à des nouvelles catégories ;
- Attribution à certaines catégories ouvriers et mensuels de garanties devant des risques tels que décès - accident - maladie.

Organismes de représentation du personnel

Direction et organisations syndicales se rencontreront avant le 31 décembre 1969 pour adapter l'accord signé le 27 juillet 1968 aux nouvelles dispositions découlant de la loi du 27 décembre 1968.

Direction et organisations syndicales rappellent et confirment les dispositions de la convention collective régionale qui garantit aux titulaires d'une fonction représentative :

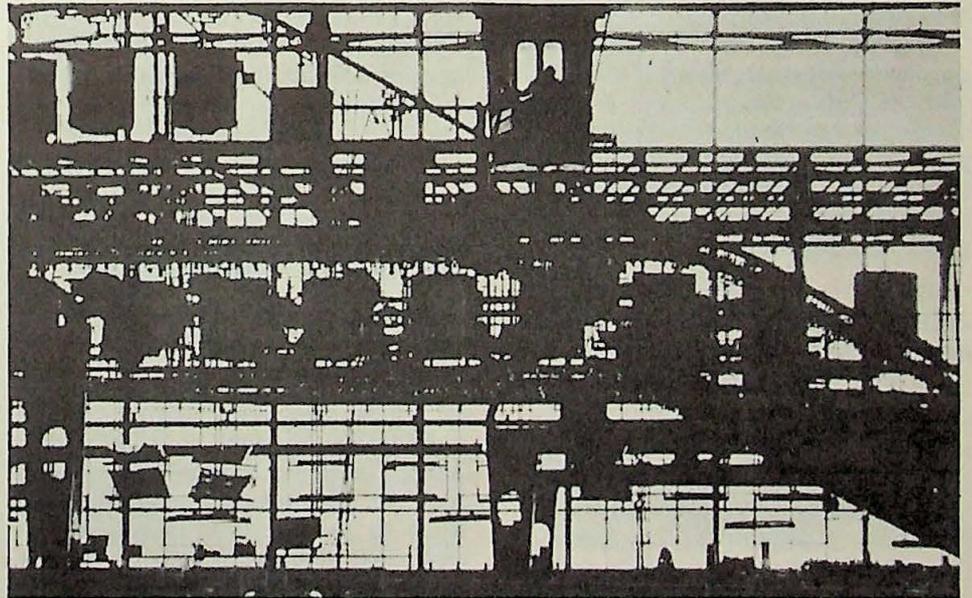
- Le libre exercice de leurs fonctions et mandats dans le respect des lois et règlements ;
- Une promotion égale à celle des autres salariés de l'entreprise.

Direction et organisations syndicales constatent que l'expérience et la pratique permettent de donner à chaque instance de représentation du personnel un rôle spécifique (organisation syndicale, C.C.E., C.E., C.H.S. et délégués du personnel).

S'agissant du rôle du syndicat ou de la section syndicale d'établissement, les parties tiennent à rappeler l'esprit des dispositions contenues dans l'accord du 27 juillet 1968, c'est-à-dire la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.

Pour tenir compte de l'évolution des effectifs de la société :

- Le nombre des congés éducation accordés selon les règles traditionnelles sera porté de 40 pour l'ensemble



Jean Pottier

Harmonisations des statuts

L'harmonisation des statuts est, depuis plus de 10 ans, une politique d'entreprise qui s'est inscrite dans le statut social du personnel à la suite de décisions unilatérales ou de dispositions contractuelles et selon laquelle l'ensemble des catégories sera placé progressivement et par étapes dans des conditions similaires et équitables devant les différentes situations de la vie sociale et économique, les avantages particuliers d'une catégorie par rapport à une autre ne pouvant trouver leur source et leur justification que dans

des organisations syndicales à la répartition pouvant être faite par les organisations syndicales entre elles ;

- Les heures de franchise accordées aux organisations syndicales conformément à l'article de l'accord du 27 juillet 1968 feront l'objet d'une révision en fonction notamment de la création de nouveaux établissements.

La Direction est prête à dresser avant le 30 mars 1970 la liste des documents susceptibles d'être communiqués périodiquement au C.C.E. et à examiner comment le circuit de l'information économique peut être organisé au sein de cet organisme de représentation.

Le pouvoir, il se prend

De notre correspondant à Brest

Depuis plusieurs mois l'inquiétude croissait à la Thomson-C.S.F. de Brest. Toutes les catégories professionnelles y sont représentées (O.S., O.P., techniciens, ingénieurs, cadres supérieurs). Le salaire mensuel du directeur est égal au salaire annuel d'un O.S.

Les discussions entre la C.F.D.T. (très largement majoritaire) et le patronat ne mènent à aucun accord pour les élections au comité d'établissement. Aussi, après consultation des travailleurs, le conseil syndical décide de passer à l'action : un ultimatum est déposé à la direction, puis, au cours d'un débrayage, il réunit une assemblée d'information. Un chef d'équipe en grève étant mis en cause par la direction, un atelier, puis deux, puis trois se mettent en grève. Le vendredi 14 novembre, 600 personnes (sur les 1.100 travailleurs de Thomson-C.S.F.) se mettent en grève sur le tas et défilent dans l'usine en chantant « l'Internationale ». En plein atelier, les responsables de la section C.F.D.T. et la direction se rencontrent et fixent une entrevue pour négocier. L'entrevue va porter sur un protocole d'accord pour les élections au comité d'établissement, sur l'application des conclusions d'une commission expérimentale acquise en Mai 68, sur l'augmentation des salaires et les promotions, et sur la prime de transport.

Alors que les discussions étaient entamées depuis trois mois sur le premier point, en une journée le problème est réglé.

La délégation rend compte à chaque instant : tout le monde vient des quatre coins de l'usine. Un délégué rend compte, explique, fait vivre à chacun la discussion : les gars posent des questions, prennent des décisions. Les échos de « l'Internationale » parviennent par moments jusqu'à la salle de négociation.

A six heures du soir, on passe au second point. Les travailleurs décident de rester dans l'usine et bloquent les portes. La direction s'enflamme : « Il n'est plus possible de discuter sous cette contrainte... »

La rupture a lieu à 20 h 30 : de colère les travailleurs décident alors de bloquer la direction dans l'usine.

Une partie d'entre eux veut occuper l'usine pendant le week-end, mais les responsables syndicaux montrent le danger : ce serait la coupure avec les non-grévistes, et c'est ce que souhaite la direction. A minuit le personnel décide de quitter l'usine, et le directeur est prévenu qu'il est libre de ses mouvements : il ne reviendra qu'une fois la grève terminée.

Après des contacts avec l'inspection du travail, des discussions serrées, des pièges tendus chaque fois déjoués par le syndicat ; après des menaces individuelles aux familles des grévistes et des répliques énergiques des travailleurs ; après des contacts avec les paysans, les étudiants, les travailleurs de la région brestoise et du trust Thomson (la Thomson-C.S.F. de Brest appartient au trust Thomson-Houston-Hotchkiss-Brandt) ; après des réunions des travailleurs à toute heure, la grève a permis d'obtenir satisfaction sur plusieurs points : un protocole d'accord pour les élections est signé ; les conclusions de la commission expérimentale sont admises et seront appliquées ; les bas salaires sont augmentés, un calendrier de mensualisation sera élaboré ; la prime de transport est améliorée.

Depuis la commission ouvrière

Durant les négociations les montants des salaires des cadres supérieurs avaient été diffusés, aussi l'injustice était évidente pour tous, et l'accent, lors des négociations, a été mis sur la redistribution des salaires. Cependant, les profits et les subventions provenant de l'Etat ont été insuffisamment expliqués et combattus.

Il a été, d'autre part, évident, pour l'ensemble des travailleurs, qu'il ne suffisait pas qu'ils soient informés de la vie de l'entreprise, mais ce qui était essentiel c'était le pouvoir de décision, et que le pouvoir ne se partage pas.

Pour la direction, la grève avec occupation, même partielle, de l'usine était « illégale », et, il y a à peine deux ans, il n'était pas imaginable de rester dans l'usine au cours d'une grève. Il n'est plus



imaginable de sortir de l'usine : elle appartient aux travailleurs ; la grève supprime l'autorité de la hiérarchie, fait place à la responsabilité de chacun dans tous les domaines. C'est aussi la preuve que le système de gestion des entreprises est sclérosant : la hiérarchie est désignée par le haut et n'a aucun compte à rendre à l'ensemble des travailleurs.

En Mai 68 la C.F.D.T. avait élaboré une gestion autogérée (commission ouvrière), et l'on a senti lors de cette grève de novembre 69 qu'il fallait préciser et éventuellement développer ce que l'auto-gestion a de réalisable et de dynamique : pendant quelques jours, face aux travailleurs unis et agissants, la direction, le pouvoir en place n'était rien. On a vu la direction perdre complètement ses moyens, et des cadres s'effrayaient visiblement à se retrouver au milieu d'une masse de travailleurs.

Le syndicat a mené les négociations, ce qui était son rôle. Il a recherché avec la direction un compromis dans l'intérêt des travailleurs et a ainsi réalisé la tâche qu'ils lui donnent. Mais il a buté sur le système à chaque instant : sur les salaires, sur les lois sur les comités d'entreprise, sur le pouvoir de gestion des travailleurs.

Mais il a manqué à cette action un relais : le parti politique. La prise de conscience politique, notamment pour les travailleurs horaires, a été importante, parce qu'ils ont été concrètement affrontés au pouvoir patronal.

Résoudre le décalage dans la lutte

Les militants du P.S.U. de la Thomson-C.S.F. de Brest ont été engagés à fond dans l'action, cependant, parce qu'ils étaient débordés par le travail, le groupe P.S.U. n'a mené aucune action en tant que telle. Il est apparu nettement que le groupe devait se distribuer les tâches.

Un des enseignements à tirer est notamment la difficulté d'une section locale d'embrancher sur la lutte menée dans une entreprise. La composition sociale d'une section est en même temps un frein

et une possibilité d'aller plus loin : il existe une différence entre le militant d'origine intellectuelle (enseignant, étudiant, etc.) et le militant d'origine ouvrière (militant syndical et d'entreprise). Le premier a une formation politique historique. Il analyse mieux les faits globaux, car il a plus de connaissances en ce domaine ; il est à même d'éclairer une lutte par ses connaissances historiques, mais il est souvent perdu dans la lutte quotidienne dans l'entreprise. Le second n'a pas la formation historique suffisante, mais une pratique des masses et de l'affrontement direct avec le capitalisme.

Il y a entre ces militants un décalage, qui peut être particulièrement enrichissant pour les luttes, si les sections arrivent à créer soit des équipes équilibrées, soit à combler cette difficulté par la formation et l'action communes.

De ce fait découle aussi peut-être que les seconds, les travailleurs, affrontés chaque jour aux injustices sociales et aux contraintes du capitalisme, sont plus réformistes, sans pour autant négliger la nécessité révolutionnaire du parti.

De là vient également peut-être ce désir des travailleurs de voir le P.S.U. « être concret ».

Il est vrai aussi que la composition d'une section locale doit lui permettre de faire une analyse politique à partir des luttes menées dans les différents secteurs, et qu'elle coordonne.

Informé, formé, agir, ce sont des mots abstraits, mais qui, lors de la grève de la Thomson-C.S.F., ont acquis un contenu. □

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Les salariés des coopératives contre la hiérarchie des salaires

Denis Durand

Le problème est clairement posé au début du tract diffusé par la C.F.D.T. le 10-12-69. Il ne s'agit de rien d'autre que la lutte contre la hiérarchie des salaires. Lors des négociations de juin 69, le syndicat C.F.D.T. demandait que les 4 % d'augmentation prévus pour décembre 1969 par les conventions nationales soient répartis de la façon suivante à Landerneau :

50 % en majoration identique (non hiérarchisés), 50 % au pourcentage.

Les salariés avaient dû reculer et la proposition 1/3 - 2/3 avait été retenue.

Le tract précisait ensuite :

« Cet accord modeste (le 13^e mois, les primes d'ancienneté et de vacances restent intégralement hiérarchisés), mais important par sa valeur d'exemple, n'avait pas d'incidences sérieuses sur la situation de l'entreprise puisqu'il s'agissait de répartition et non d'augmentation.

« Une chose est également certaine, c'est que nous n'avons pas arraché cet accord, dans les conditions que l'on sait, au nom d'un millier d'ouvriers employés et de cadres de la coopérative, pour accepter qu'il soit remis en cause 6 mois après.

« C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui, à la stupéfaction générale. »

Entrevue après entrevue, la direction refusait de reconnaître ses engagements. La grève fut votée et commença le jeudi 11 décembre (transports, lait, aliments étaient en grève quasi totale).

Entre une direction fasciste et des briseurs de grève

Rappelons que le conseil d'administration d'une coopérative, quelle que soit sa taille, est composé d'adhérents élus, donc de paysans. Le C.A. élit, parmi ses membres, un bureau qui contrôle la direction. En fait, 10 % des adhérents participent et la direction règne en maîtresse absolue avec quelques notables, sous les apparences de la démocratie.

A Landerneau, direction et bureau organisèrent une campagne d'information mensongère et scandaleuse auprès des adhérents

pour les dresser contre les ouvriers ; en expliquant :

- Qu'ils veulent des augmentations supplémentaires (il s'agit seulement de répartition) ;

- Qu'on ne peut pas accepter la non-hiérarchisation si l'on veut conserver des cadres à la coopérative ;

- Qu'ils ne sont pas contre la non-hiérarchisation, qu'ils sont « sociaux », mais que c'est à d'autres entreprises de servir de cobayes...

- Qu'il s'agit d'une grève surprise !

- Enfin, arguments suprêmes, que les salariés s'en foutent de voir le lait croupir et les poulets crier famine, car la grève est « politique », et de citer à l'appui des extraits d'un document de la C.F.D.T.-Chimie de Mai 68, parlant de « révolution ».

L'inattendu

A une réunion du 12, une cinquantaine d'adhérents seulement étaient présents. Les baratins se succédèrent : directeur, président..., deux à trois heures de bourrage de crâne.

Un syndiqué... cadre, non gréviste (C.G.A.) fit son apparition pour expliquer pourquoi il ne faisait pas grève. Les paysans réclamèrent de rencontrer les huit délégués C.F.D.T. C'était d'ailleurs leur premier contact avec les paysans.

L'usine devait ensuite se remettre à tourner au ralenti grâce à des cadres, à des ouvriers non grévistes, à des paysans, et à des ouvriers syndiqués qui avaient été sommés de reprendre le travail sous menace de licenciement.

Le samedi 13, nouvelle entrevue délégués-direction sans résultat.

Des réunions ouvriers-paysans s'organisèrent enfin. Il était bien temps. Il fallait sortir du pétrin.

Le dimanche, il fut décidé :

- D'occuper l'usine pour faire « tourner » le nécessaire à la place des non-grévistes.

- De faire une information auprès des adhérents de la coopérative.

La coopérative redoutait l'issue de cette rencontre : elle mobilisa des paysans le dimanche soir, sans succès d'ailleurs : était-ce pour s'opposer à une occupation



Collombert

ou à une manifestation éventuelles ?

Le lundi matin, la décision d'occupation fut prise en A.G. La situation était tendue : des bagarres risquaient d'éclater. La direction proposa de négocier.

A l'issue de la négociation, conduite en présence de Michel Roland, permanent national de la F.G.A., l'accord se fit sur :

- 20 à 25 % d'augmentations non hiérarchisées ;

- Le reste au pourcentage.

Puis, la direction tenta une ultime et scandaleuse récupération de la grève : au retour de l'A.G. des salariés, les délégués eurent la surprise de retrouver un texte modifié ! On avait rajouté : « De toute façon, les cadres recevront l'augmentation de 4 % prévue sur un plan national. »

Il fallut trois nouvelles heures de discussion pour revenir au texte de l'accord.

Le problème clé : l'unification des luttes

Quinze jours après les grandes manifestations intersyndicales de Nantes et de Saint-Nazaire, cette grève pose de façon éclatante le problème d'une unification réelle des luttes ; réelle, c'est-à-dire à la base, sur les lieux de travail. Seule cette unification permettra le développement des luttes, face à l'effort de division incessant de la bourgeoisie.

Or, cette unification — ou tout au moins une véritable solidarité ouvriers-paysans — était possible, ceci pour deux raisons :

- Des militants paysans, de plus en plus nombreux, les jeunes en particulier, refusent désormais le jeu de division ouvriers-paysans de la bourgeoisie.

- La coopérative de Landerneau favorise les gros producteurs par des primes à la quantité et cherche à éliminer les petits en les pénalisant et en les isolant de ses services de conseil. Or, certains ont tenté de dénoncer cette politique au cours des réunions. N'est-ce pas, là aussi, un problème de hiérarchisation ?

Les ouvriers pensaient que la grève serait très courte et jugeaient les paysans au travers de ceux qu'ils avaient comme patrons.

La coopérative

Branches d'activité :

- Production laitière
- Production végétale
- Production animale
- Approvisionnement
- Alimentation animale
- Adhérents : 44.000
- Chiffre d'affaires : 50 milliards d'A.F.
- Salariés : plus de 1.500, dont plus de 200 cadres
- Syndiqués C.F.D.T. : 1.000
- Autres syndicats : C.G.A., C.G.C.

Le 18 décembre avait lieu l'assemblée générale de la coopérative. Sous prétexte de retrouver un climat social de paix, c'est la poursuite de l'offensive de récupération et de division. De plus, le journal agricole départemental est entre les mains de la coopérative.

Le directeur y développa à nouveau les thèmes de division.

La profession, elle, parla de la solidarité cadres - ouvriers - paysans... pour faire tourner l'usine contre la grève.

On a « redécouvert la coopération » dans une « ambiance formidable ».

« La coopérative, c'est notre affaire. »

« C'est une entreprise dont tous les outils nous appartiennent. »

En face de cela, ouvriers et paysans progressistes essayent de faire une contre-information. On tire les conclusions pour les grèves futures de ce secteur coopératif : occuper et assurer le minimum indispensable de fonctionnement, en coordination avec les paysans. Mais le problème restera entier, tant qu'une unification des luttes ne sera pas relayée sur le terrain politique. □



Collombert

Des maternelles au rabais

Lettre ouverte à M. Guichard

Monsieur le Ministre,

Vous avez, devant l'Assemblée Nationale, formulé une question en ces termes : « S'il est vrai que dans cinq ans nous devons accueillir en maternelle la moitié des enfants de deux ans et les trois quarts des enfants de trois ans, je pose la question : Est-il raisonnable de confier les un million trois cent mille enfants que cela représentera à des institutrices, à des maîtres formés à enseigner les enfants de cinq à onze ans ? Je ne le pense pas. Il nous faudra trouver une formule adaptée à cette situation nouvelle. »

Devant le Sénat, vous avez précisé : « Dans le V^e Plan il avait été envisagé de former pour les écoles maternelles des « aides-éducatrices ». Est-il tout à fait absurde d'imaginer une structure de l'école maternelle qui permette à ces aides, sous la direction des institutrices, de prendre en charge les tout-petits ? C'est ainsi que le problème se pose. Il ne paraît pas dramatique mais il est important et il nécessite une discussion avec les enseignants intéressés. »

Puisque vous offrez le dialogue et faites appel à la raison, les enseignants intéressés, c'est-à-dire les enseignants de tous les niveaux unis aux parents de tous les milieux sociaux, doivent, par l'intermédiaire de quelques-uns réunis en groupe de travail, vous répondre sans passion mais avec netteté.

De deux à six ans : une unité indissociable

1) Il est inexact que l'enseignement des deux à quatre ans soit fondamentalement différent de l'enseignement des quatre à six ans. « C'est à peine, dites-vous du premier, si l'on peut le nommer enseignement. » Paroles surprenantes dans la bouche du ministre qui, en commission de Renovation pédagogique, a insisté, nous dit-on, sur l'idée qu'un enseignement ne se définit pas par des contenus de connaissances. Mais référons-nous aux spécialistes de l'enfance.

Aucun de ceux, psychologues, psychanalystes, médecins, qui s'efforcent de déceler des stades significatifs dans le développement

Pour faire face à l'afflux des jeunes enfants dans les maternelles, M. Olivier Guichard projette de confier les tout-petits à des « aides-éducatrices » au rabais.

Comme si l'éducatrice du premier âge n'exigeait pas de compétence particulière. Comme si tous les travaux récents de psycho-pédagogie n'avaient pas démontré que ce sont précisément les premières années de la vie qui sont décisives pour le développement intellectuel ultérieur.

Sacrifier l'école maternelle c'est en fait accroître la ségrégation sociale. C'est priver les enfants des classes défavorisées de toute possibilité de compenser leur handicap.

Face au projet ministériel, qui menace de saper à la base toute démocratisation de l'enseignement, une équipe d'enseignants et de pédagogues a décidé de créer un « groupe d'études pour la défense et la rénovation permanente de l'école maternelle ». Son premier acte a été d'adresser à M. Olivier Guichard une lettre dont nous publions aujourd'hui de larges extraits.

de l'enfant, n'établit de coupure à quatre ans. Par contre, les chercheurs actuels s'accordent, comme en témoigne, après les travaux très importants de Wallon, le récent colloque de l'U.N.E.S.C.O. sur la recherche « sur le cerveau et le comportement humains » qui regroupa les plus grands savants du monde, pour affirmer que les bases fondamentales du développement futur se structurent avant sept ans et que les quatre premières années sont les plus décisives. Cela est vrai plus particulièrement à partir de deux ans, ce temps de la construction des représentations et de l'apprentissage du langage, qu'un professeur américain nomme « l'âge d'or de l'intellect ». Après cette étape éminemment favorable, il est déjà, pour certains, trop tard. L'avenir scolaire et sans doute l'avenir social se trouvent en grande partie joués avant que l'enfant n'entre au cours préparatoire.

Pédagogues, psychologues et sociologues insistent aussi sur le fait que, jusqu'à six ans au moins, l'enfant doit bénéficier d'une pédagogie d'un style original, conforme aux exigences de son dé-

veloppement, celle-là même qui a fait longtemps à l'étranger le renom de nos établissements. Ce que les promoteurs de l'école maternelle et, au premier chef, Pauline Kergomard, avaient pressenti d'intuition est fondé désormais scientifiquement : l'âge de deux à six ans forme dans l'ordre éducatif une unité indissociable.

Lutter contre le handicap social

2) Il est inexact que les parents se contentent de vouloir pour leurs enfants « qu'on les occupe intelligemment ». En nombre croissant, ils apprennent à réfléchir sur leurs propres expériences de parents à la lumière des recherches des spécialistes que la presse orale et écrite diffuse de plus en plus largement.

On a commenté dans presque tous les quotidiens le fait qu'à ce même colloque de l'U.N.E.S.C.O. savants américains et soviétiques sont parvenus par des voies différentes à l'idée qu'un milieu éducatif convenablement aménagé à cette étape de la vie peut permettre

non seulement des acquisitions plus précoces mais une élévation globale du niveau mental et un meilleur épanouissement de la personnalité. (L'U.N.E.S.C.O. a prévu pour 1969-1970 un programme d'étude sur ces questions.) Déjà dans plusieurs pays, notamment aux U.S.A., on a compris que la simple maturation, si attentivement protégée soit-elle, ne peut remplacer des apprentissages correctement organisés, la pédagogie préscolaire a été remaniée dans ce sens, et les livres de vulgarisation sur ce thème se multiplient.

En France, les parents découvrent aussi peu à peu que ce que l'on prenait pour l'inégalité naturelle des dons et des aptitudes, propres à justifier aux yeux de certains l'inégalité sociale, n'est le plus souvent que le résultat de handicaps sociaux précoces. Ils découvrent par là même le rôle irremplaçable de notre école maternelle. Si l'arrondissement de Paris où la demande d'entrée est la plus forte est le XVI^e, ce n'est pas sous l'emprise d'un dénuement matériel, c'est qu'on y reconnaît son rôle formateur. Les milieux ruraux en prennent conscience aussi : « Les premières années ont de l'importance pour le développement intellectuel de l'enfant, c'est à la maternelle qu'on prépare polytechnique », écrit la commission féminine de la F.N.S.E.A. de la Somme. Aussi, de tous côtés, les protestations de parents affluent : « Pas de garderies même intelligentes », écrivent sur tous les tons leurs amicales et associations.

Mais les parents les plus avertis ne se contentent pas de défendre un statu quo. Unis aux enseignants, ils réclament, d'une part, la multiplication des crèches tenant compte de ces données psychologiques nouvelles — où les jardinières d'enfants en chômage trouveraient un légitime emploi —, d'autre part, un réaménagement de l'école maternelle de telle sorte qu'à partir de l'âge charnière de deux ans elle soit en mesure de construire pour tous ceux qui le désireront les situations éducatives stimulantes que le milieu familial n'est pas toujours en mesure d'offrir.

Pour une authentique rénovation

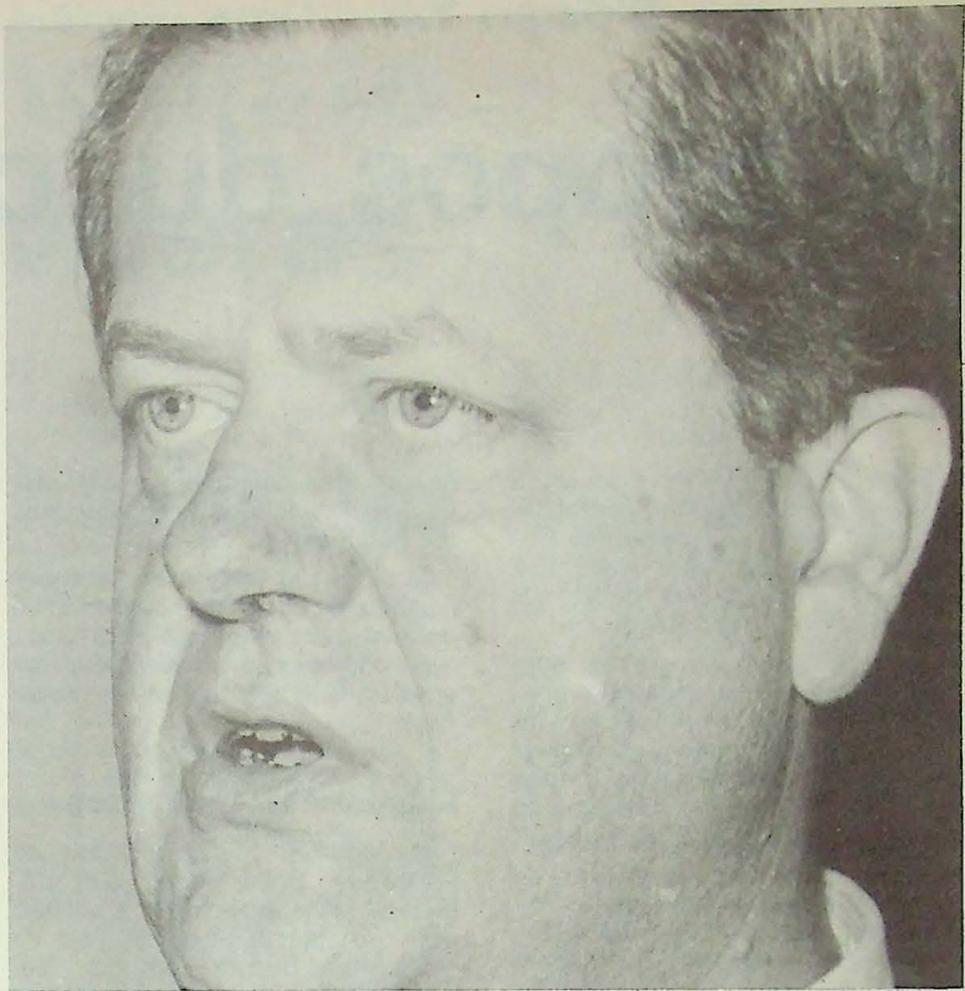
Cela implique non seulement une augmentation quantitative des moyens matériels (constructions, effectifs, etc.) réclamés depuis longtemps, mais une réflexion nouvelle sur l'environnement, les horaires, les modalités de relation, les finalités profondes et les contenus de cet enseignement, c'est-à-dire une authentique rénovation. Cela implique aussi que l'implantation sinon la fréquentation en soit obligatoire. Ce point doit être inscrit dans le texte.

3) Il est inexact que le V^e Plan ait prévu des « aides-éducatrices » destinées à se substituer aux institutrices pour les petits. Le texte de la commission de Rénovation écrit ce qui suit :

« La journée à l'école maternelle est souvent étendue, en dehors des horaires officiels de présence, à la fréquentation des garderies et aux repas. A côté du rôle irremplaçable de première éducation de l'enfant, l'école assure des services sociaux de plus en plus importants. Ouverte avant les heures scolaires et prolongée au-delà, elle l'est aussi le jeudi et les jours de congé, parfois pendant les vacances.

« Les tâches complémentaires qui doivent avoir un caractère éducatif réel ne peuvent être assumées par le personnel enseignant. On recourt actuellement à des solutions de fortune qui ne sont pas toujours heureuses. Il est indispensable que les études conduites jusqu'ici pour déterminer l'origine et la compétence d'un personnel spécialisé soient conduites à leur terme. Une commission interministérielle (Education nationale et Affaires sociales) a déjà travaillé sur le programme de formation aboutissant à un brevet d'études professionnelles avec option spéciale pour cette fonction. Il faut mettre au point le statut de ce personnel. La solution est d'une grande urgence. »

Comme le recommande la conférence internationale des ministres de l'Instruction publique de



A.D.N.P.

1961, ces maitresses doivent recevoir, en plus du niveau de culture commun à tous les autres instituteurs, une formation complémentaire assurant leur spécialisation. Pour analyser le cas de chaque enfant dans sa spécificité et intervenir de façon adéquate, l'équipe devrait être en outre complétée par un conseiller-psychologue et un médecin d'Education nationale.

Un plan préétabli ?

La presse nous indique par ailleurs, Monsieur le Ministre, que l'on envisagerait la création de centres, pour enfants de trois mois à six ans, dotés de perfectionnements séduisants. On prétend que les études à ce sujet, fort intéressantes du reste, sont très avancées, les réalisations sans doute proches. Ces premières expériences, nées de l'élan de Mai 1968, méritent toute notre attention. Mais ne s'agit-il pas, dans l'esprit de certains, de décharger l'Etat du rôle qui lui incombe au profit d'associations privées et, par suite, de confier des enfants jusqu'à six à un personnel dont la formation très disparate ne donne aucune garantie ? Le rapprochement des deux « solutions » est en tout cas significatif et prête à toutes les inquiétudes. Face à une école maternelle amputée d'une part de ses forces vives, écrasée par ses difficultés matérielles propres, dévalorisée et démoralisée, ces centres flamboyants s'assureraient une victoire aisée mais, à terme, dommageable pour l'enfant.

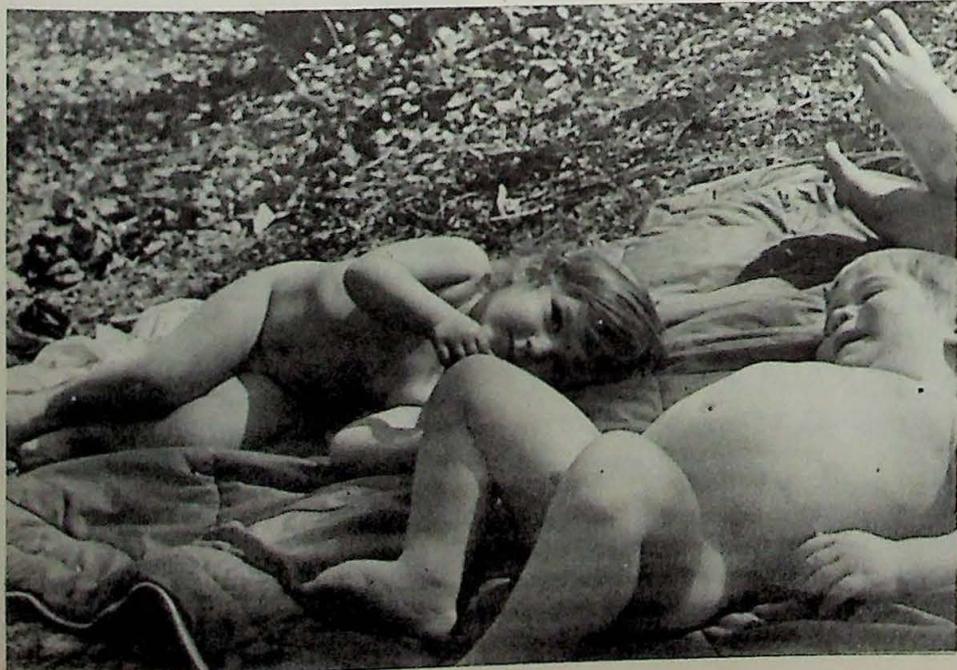
Succédant aux mesures prises contre l'hygiène scolaire, l'enseignement agricole, la recherche scientifique et, tout dernièrement, la radiotélévision scolaire, elles semblent bien s'inscrire dans une

démarche de démantèlement de l'Education nationale, et il n'y a pas lieu de s'étonner, dans ce contexte, qu'elles soient perçues comme telles, même si elles n'obéissent pas à un plan préétabli. Tel secteur qui se croyait à l'abri, et aurait été tenté hier de se désintéresser de l'affaire, se sent, cette fois, concerné. (C'est peut-être la promesse d'une réunification du mouvement enseignant par-delà les querelles de catégories et de tendances.) Plus largement du reste, ce projet à double visage ne s'inscrirait-il pas dans une politique de privatisation des services publics, qui trahit les options profondes du gouvernement ?

Mais celui-là prend une dimension particulière. Délibérément ou non, il réinstalle les conditions d'une ségrégation sociale et sape la base même de tout effort de démocratisation. D'aucuns songent peut-être à regagner ici ce qu'ils se sont plus ou moins résignés à perdre là.

Par ailleurs, une même stupéfaction a saisi tous les enseignants informés de vos propos, quelle que soit leur option politique : comment peut-on, au moment où discours et circulaire officiels prônent la rénovation pédagogique, saper l'institution qui sert d'exemple et de stimulant à tous ceux qui s'efforcent, dans leur secteur, de la rendre effective, celle qui présente, par son ouverture les conditions les plus favorables à une remise en question d'elle-même, et à un progrès permanent. Autre sujet de perplexité : quelle est la logique qui fait passer du quantitatif au qualitatif, du nombre des enfants à scolariser à la déqualification du personnel ? □

● Les intertitres sont de la rédaction de « Tribune Socialiste ».



A propos du contrôle ouvrier

Georges Kaldy

Dans le cadre de la discussion poursuivie entre **Tribune Socialiste** et **Lutte Ouvrière**, le camarade Béhar vient de proposer dans nos colonnes d'entamer le débat sur la question du contrôle ouvrier.

Tous les révolutionnaires sont d'accord pour considérer le contrôle ouvrier sur l'entreprise comme un objectif primordial. Encore faut-il savoir ce que l'on entend par contrôle ouvrier, dans quelle situation et par quelles voies il peut s'exercer.

Contrôle ouvrier implique le droit d'intervenir dans les décisions concernant l'entreprise mais avant tout, et en premier lieu, un droit de regard des travailleurs sur la marche de l'entreprise.

Les travailleurs doivent savoir ce que fabrique l'ensemble de l'entreprise, ils doivent connaître l'état des stocks, des matières pre-

mières, des commandes, des ressources financières déposées dans les banques.

Ils doivent pouvoir contrôler l'embauche et les licenciements. Ils doivent avoir leur mot à dire sur les conditions de travail, sur les conditions d'hygiène et de sécurité.

L'appel aux techniciens

Le contrôle de la marche de l'entreprise pose, certes, des problèmes techniques. C'est d'ailleurs une des objections qui se veut de poids de la part de ceux qui n'admettent pas que les travailleurs d'une entreprise puissent être ne serait-ce qu'informés des résultats et des conditions de leur propre activité. Que signifie par exemple l'ouverture des livres de comptes — diront-ils — au temps des

ordinateurs ? Que pourrait y comprendre un ouvrier dont la formation est limitée ?

Comme si les patrons étaient tous des ingénieurs en informatique ou des experts comptables !

Mais justement pour l'aspect purement technique de la gestion de son entreprise le patron lui-même s'adresse à des spécialistes salariés. Et pourtant, il a beau se dessaisir de tout ce qui est technique de gestion au profit de techniciens qualifiés, il n'en demeure pas moins le patron avec tout ce que cela implique.

D'une manière symétrique, le contrôle ouvrier n'est pas non plus une problème technique mais un problème politique. Il implique en fait un empiètement sur le droit le plus sacré dans la société capitaliste : le droit de propriété. Il implique que le contrôle technique ne se fasse pas seulement exclusivement dans l'optique et l'intérêt du patron, mais aussi par les travailleurs. Autrement dit, il n'y a pas que le patron qui peut demander des comptes à ses spécialistes en gestion, mais aussi les ouvriers.

Par quelle voie le contrôle des travailleurs peut-il s'exercer ? A travers quelle organisation ?

Le problème n'est pas seulement juridique. Il ne suffit pas d'un cadre juridique pour que le contrôle ouvrier devienne une réalité.

Et nous en arrivons là à la première question qui, à notre avis, doit donner matière à discussion entre nos deux rédactions dans la suite de ce débat sur le contrôle ouvrier.

Juridiquement parlant, les organisations ouvrières qui bénéficient de droits de regard et même de contrôle les plus étendus sont les organisations syndicales.

Quel sera le rôle des syndicats

En fait quand on y regarde de près, la législation reconnaît aux syndicats, sinon un droit d'intervention, du moins le droit d'être informés dans un grand nombre de domaines.

Il n'est pas question de les citer ici tous. Disons seulement que dans l'industrie privée par exemple les comités d'entreprise sont obligatoirement consultés sur les « questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise » ainsi que sur

« les mesures de nature à affecter le volume ou la structure des effectifs, la durée du travail, le volume de l'emploi ». Par ailleurs, le chef d'entreprise doit faire devant le C.E. un rapport annuel comportant des informations précises sur le chiffre d'affaires, les résultats de la production, l'évolution de la structure et des montants des salaires, les investissements. Ce rapport annuel doit être complété depuis peu par des communications trimestrielles sur l'exécution des programmes de production, l'évolution des commandes, la situation de l'emploi.

A toutes ces prérogatives légales s'ajoute, dans les sociétés anonymes, le droit pour le comité d'entreprise d'envoyer deux représentants pour assister au conseil d'administration. Le comité a même le droit de se voir communiquer les documents comptables essentiels avant l'assemblée générale des actionnaires.

Bien des petits actionnaires seraient en droit d'envier les prérogatives accordées par la législation aux comités d'entreprise et, par leur intermédiaire, aux syndicats.

Et ces droits sont théoriquement encore plus grands dans certaines entreprises nationalisées, où des représentants des syndicats sont les membres de plein droit du conseil d'administration.

Et pourtant, pour nous, cette participation des syndicats à tant de rouages de l'économie capitaliste n'est nullement le contrôle ouvrier.

Apparemment, sur cette question, les camarades de **Tribune Socialiste** sont d'accord avec nous. Du moment qu'ils fixent le contrôle ouvrier comme un objectif à atteindre, c'est qu'ils considèrent qu'il ne se réalise nullement actuellement, même partiellement.

Devons-nous déduire de la situation présente que, malgré les droits qui leur sont légalement reconnus, les syndicats sont organiquement et définitivement impropres à devenir le canal par lequel s'exerce le contrôle ouvrier ? Ou alors, les syndicats peuvent-ils devenir les instruments de ce contrôle et c'est seulement leur fonctionnement actuel qui est en cause ?

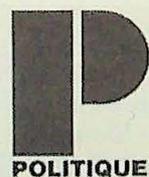
Voilà à notre avis la première question qui se pose. □

• Les intertitres sont de la rédaction de « Tribune Socialiste ».

MICHEL ROCARD

le
PSU.

et l'avenir socialiste
de la France



SEUIL

- Prix du volume 4 F au lieu de 4,50 F pour toute commande supérieure à dix volumes.
- Commandes à « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris-15^e, C.C.P. 58 26 65 Paris.

La Ligue Communiste et les luttes ouvrières

Lors de l'entrevue que nous avons eue avec eux le 17 décembre dernier, les camarades de la Ligue communiste nous ont proposé comme base de discussion un texte sur les luttes ouvrières et la situation actuelle du mouvement syndical. Nous avons pensé qu'il était bon de le porter à la connaissance de nos lecteurs, afin qu'ils puissent se faire une idée sur la façon dont un groupe qu'on qualifie de « gauchiste » pose les problèmes. Ils pourront observer que le texte ne se propose pas de détruire le syndicalisme et de mener une politique de dénonciation permanente des centrales. Par contre son optique apparaît assez étroite. Il est juste de défendre la démocratie ouvrière, l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste, la possibilité pour les révolutionnaires de s'exprimer au sein du mouvement syndical, mais le problème du renouvellement syndical ne peut se réduire à l'énumération de ces thèmes généraux. A notre sens, il faut aussi aborder les rapports entre partis et syndicats, la question du contrôle ouvrier comme orientation visant à permettre l'auto-organisation des travailleurs dans la période actuelle. Disons que le texte ouvre une discussion, mais qu'il ne fait que l'ouvrir.

T.S.

1) Depuis la grande grève générale de mai-juin 68, le gouvernement et le patronat sont passés à l'offensive pour récupérer les concessions faites à la classe ouvrière. La dévaluation et le plan de redressement ont pour but de rattraper par la hausse des prix les augmentations de salaires accordées alors. Pour rationaliser et rentabiliser son appareil de production, la bourgeoisie augmente la productivité du travail en intensifiant les cadences. Pour moderniser des structures archaïques face à une compétition internationale accrue, elle élimine les entreprises non rentables provoquant ainsi licenciements, déclassés et chômage.

2) Malgré la détérioration générale des conditions de travail qui en résulte pour la classe ouvrière, celle-ci fait preuve d'une grande combativité. Le nombre des grèves, leur durée, la variété des secteurs ouvriers en lutte, les méthodes utilisées (occupation d'usines, séquestration de patrons...) montrent que les travailleurs n'ont pas oublié les principaux acquis de mai 68 et témoignent même parfois d'une maturité supérieure ; ils remettent en cause les rapports de production capitalistes et l'organisation du travail qu'ils impliquent. Les travailleurs ne luttent pas seulement pour de meilleurs salaires, ils contestent les systèmes de rémunération, les salaires liés au rendement, les études de postes, la hiérarchisation et la complexité extrême des grilles de salaires dont le but est de diviser les travailleurs.

3) Mais en dépit de leur nombre et de leur diversité, les grèves actuelles restent le plus souvent limitées dans un cadre catégoriel et ne débouchent pas sur une généralisation (même à l'échelle

d'une Fédération) susceptible de leur donner une issue victorieuse. Ceci est en partie dû au fait qu'en l'absence d'une stratégie révolutionnaire et de perspectives politiques claires, les travailleurs tendent à se battre sur des objectifs sectoriels apparemment plus à même d'être satisfaits. Mais à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat, le pouvoir de ces monopoles est omniprésent et charpent l'ensemble de la société. Toute grève même sectorielle se heurte au pouvoir bourgeois et débouche vite sur un affrontement avec l'Etat lui-même. Il en résulte une politisation inévitable des luttes et une radicalisation croissante des travailleurs. Celle-ci permet de moins en moins aux bureaucraties réformistes, dont la marge de manœuvre est limitée, de canaliser les grèves et les rend moins aptes à contrôler leurs troupes.

4) Le gouvernement actuel a compris la situation délicate dans laquelle se trouvaient ces bureaucraties syndicales et leur vulnérabilité. Il en profite pour déclencher une offensive intégrationniste de grande envergure marquée les derniers temps par l'accord concernant les catégories C et D, les tentatives d'actionnariat ouvrier, la convention sociale à l'E.D.F. La bourgeoisie a besoin d'interlocuteurs valables, en l'occurrence des syndicats responsables et dociles respectant les modalités de négociation qu'elle a elle-même fixées, dans un cadre prédéterminé à l'avance, et qui lui permette de planifier et de faire respecter à moyen terme les coûts de la restructuration du système.

5) Un tel processus amènera les directions syndicales à réprimer toute opposition ; pour garantir leur représentativité elles ne toléreront pas de contestation. Dans

ces conditions, les travailleurs qui militent dans les organisations syndicales doivent lutter pour assurer la réalisation de deux mots d'ordre : l'indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste, et la démocratie ouvrière la plus large. Cette démocratie syndicale correspond d'ailleurs au caractère d'organisation de masse des syndicats et les renforcera en leur permettant de mieux résister aux pressions politiques bourgeoises et aux dangers de dégénérescence bureaucratique qui en découlent. Les problèmes de stratégie révolutionnaire se posent aujourd'hui de manière aiguë ; il est nécessaire d'organiser la discussion la plus ample sur ces questions, de garantir la confrontation des différentes orientations possibles.

La démocratie syndicale est le meilleur des atouts pour éviter toute manipulation du syndicat au service d'une ligne politique qui

n'aurait pas été démocratiquement choisie et discutée par les militants eux-mêmes.

6) Ceci suppose que soient sauvegardés les droits des militants ouvriers révolutionnaires dans le syndicat ; face à la répression de fait qui s'abat sur les travailleurs dits « gauchistes » dans les entreprises (dénonciation, exclusion, etc.) de la part des directions syndicales (et qui favorise la répression patronale), ils doivent pouvoir faire justice publiquement des calomnies dont on les abreuve et défendre leur position devant tous les travailleurs.

7) Les militants ouvriers du P.S.U. et de la Ligue communiste s'engagent à respecter scrupuleusement les règles de la démocratie syndicale et à riposter ensemble contre toute atteinte aux principes qui doivent régir la vie des organisations ouvrières. □

LES EDITIONS SOCIALES

enrichissent la collection « Problèmes »

● POUR UNE PERSPECTIVE MARXISTE de Léon LAVALLEE

La vitesse croissante du développement de la société fait de la prévision sociale ou prospective une nécessité.

Le volume : 10,50 F

● HEGEL EN SON TEMPS de Jacques d'HONDT

La présentation de cette vie cachée de Hegel aidera sans nul doute à mieux comprendre certaines particularités de sa philosophie.

Le volume : 9,35 F

● CONTRIBUTION A L'ETUDE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN d'André RICHEL

L'homme descend-il du singe ?

Le volume : 10,50 F

● L'INTELLIGENCE - MYTHES ET REALITES d'Henri SALVAT

Pour une approche marxiste des faits de psychologie : la notion classique d'intelligence « pure », attribut inné ou héréditaire de la personne humaine, différenciant qualitativement et quantitativement les individus, est-elle un mythe ou une réalité ?

Le volume : 19,00 F

● MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS

d'Antoine PELLETIER et Jean-Jacques GOBLOT

La notion de « civilisation » a acquis une place de choix dans la réflexion des historiens contemporains. Le marxisme en tant que théorie scientifique du développement des sociétés peut-il adopter sans critique cette notion ?

Le volume : 10,00 F

Deux ouvrages posthumes de Georges POLITZER - Textes réunis par Jacques DEBOUZY.

Les Ecrits I

● LA PHILOSOPHIE ET LES MYTHES

Le propos du présent recueil est de mettre en valeur la contribution spécifique de POLITZER à la pensée marxiste. Ici, sont réunis un certain nombre de textes d'inspiration philosophique. Philosophe, c'était pour POLITZER savoir « passer du plan de la philosophie, de l'histoire de la philosophie, au plan de la manifestation, ne plus seulement poser des règles générales, mais exprimer une situation réelle, viser des faits concrets et actuels ».

Le volume : 15,00 F

Les Ecrits II

● LES FONDEMENTS DE LA PSYCHOLOGIE

Psychologue par vocation, POLITZER a voulu tirer la psychologie de sa préhistoire, la soustraire à l'emprise de la vieille métaphysique et constituer ainsi une science des événements humains.

Le volume : 15,00 F

DEMANDEZ-LES EN LIBRAIRIE.

Pour MM. les Libraires : ODEON DIFFUSION, 24, rue Racine, PARIS-6^e

BON pour recevoir notre catalogue, à retourner aux :
EDITIONS SOCIALES - 168, rue du Temple - PARIS (3^e)

NOM PRENOM

ADRESSE

La loi du dollar

Rémy Grillault

Apparemment, à la suite de la dévaluation du franc, de la réévaluation du mark, et du lent rétablissement de la livre, le système monétaire international s'oriente vers la stabilisation ; elle semble même renforcée par l'application récente de l'accord sur les « droits de tirage spéciaux » auprès du Fonds Monétaire International.

En fait, rien n'a fondamentalement changé. Un système « rationnel » supposerait une autorité supranationale qui fixe la création monétaire en fonction des besoins résultant du développement des échanges internationaux et d'objectifs économiques, telle la croissance rapide des pays sous-développés. Or, il est exclu que les Etats capitalistes acceptent jamais qu'une telle autorité prenne des décisions contraignantes, éventuellement en opposition avec leurs intérêts nationaux. Les contradictions entre Etats capitalistes sont trop fortes pour qu'ils renoncent à se servir de l'arme monétaire dans la poursuite de leurs visées impérialistes.

Rapport de forces

● **Les Etats-Unis sont parvenus à imposer le dollar comme la véritable monnaie internationale sans, en contrepartie, être tenus à de quelconques règles.**

Ils viennent même de restaurer pleinement cette suprématie : en février 1968, la défiance à l'égard du dollar est si forte que des achats massifs font monter le prix de l'or. Les Américains demandent alors aux banques centrales étrangères qu'elles n'achètent plus d'or au-dessus de la parité officielle avec le dollar et qu'elles n'exigent pas des Etats-Unis l'échange en or de leurs excédents de dollars. Les experts avaient prédit que certaines banques ne joueraient pas le jeu. En fait, la règle américaine a été respectée, servie il est vrai par les circonstances : crise française, faiblesse de la livre... Il restait un rebelle à abattre, le mark, que des spéculateurs continuaient à préférer au dollar. Le gouvernement allemand a dû accepter une réévaluation qui a accru le prix du mark en or : aucune monnaie ne vient plus menacer le dollar.

● **Mais la suprématie du dollar s'accompagne de contradictions aiguës au sein des relations financières et monétaires des Etats capitalistes.**

Dans le système actuel, les Etats règlent le déficit éventuel de leurs échanges, soit par prélèvement sur leurs réserves de change, soit par le recours au crédit. Les réserves de change et le crédit sont constitués par des **devises**, et principalement par des dollars, qui sont à la fois la monnaie nationale de l'économie capitaliste dominante et l'élément fondamental des liquidités internationales puisque ces devises servent de substitut à l'or dans les règlements internationaux.

Le maintien de la croissance dans les pays occidentaux industrialisés et de leurs rapports d'exploitation avec les pays sous-développés suppose une alimentation continue de ces liquidités.

C'est là le cœur de la contradiction :

Pour que le dollar soit accepté indéfiniment à l'égal de l'or, il faut qu'il soit une monnaie forte et pour qu'il en soit ainsi il faudrait en fait que les Etats-Unis aient une balance des paiements équilibrés. Or, le rôle imparté au dollar comme monnaie de réserve internationale suppose que les Etats-Unis, par le déficit de leur balance des paiements, alimentent en permanence les besoins du commerce international.

Cette contradiction fondamentale est inhérente au fonctionnement du capitalisme international, dans la phase de l'impérialisme dominant des Etats-Unis. En effet, le déficit de la balance des paiements américaine est en grande partie lié aux investissements à l'étranger qui permettent aux U.S.A. de renforcer progressivement leur contrôle sur les autres économies capitalistes. **La création de liquidités répond moins aux besoins des échanges internationaux qu'à la loi de l'impérialisme américain.** Certes, ces investissements assurent des revenus susceptibles à long terme de contribuer à rééquilibrer la balance des paiements U.S. Mais, en fait, ces revenus, fruit de l'exploitation des économies dominées, sont la plupart du temps réinvestis sur place, où ils renforcent la mainmise américaine.

Le spéculateur est roi

● Ce processus ne peut se développer que jusqu'à un certain point, celui où les pays détenteurs de dollars sont tentés de s'en dé-

faire. A cet égard, la création des droits de tirages spéciaux ne fait que renforcer la « logique » du système :

En autorisant le F.M.I. à créer chaque année 2 ou 3 milliards de crédits libellés en dollars mais remboursables en partie en monnaie nationale, on vise à accroître les liquidités internationales sans recours direct au dollar.

C'est un premier pas vers un instrument de règlement international, mais à l'usage quasi exclusif des pays riches : près des deux tiers de la première tranche de D.T.S. sont alloués aux pays industrialisés du « Club des Dix » et plus du quart aux seuls Etats-Unis.

En outre, on dispense ceux-ci d'un effort de rééquilibrage de leur balance des paiements.

Or, de l'avis même des experts officiels, il n'y a aucune perspective de rétablissement de cette balance en 1970. Le gouvernement fédéral n'entend exercer qu'une action timide et indirecte, ne remettant pas en cause la stratégie de conquête économique de l'impérialisme américain.

● **Le risque est d'autant plus grand que le « libéralisme » économique équivaut à reconnaître la royauté du spéculateur privé :** Le marché des « Eurodollars » n'est rien d'autre que le marché où les détenteurs privés de dollars cherchent à les employer en placements rémunérateurs. La masse de ces dollars qui peuvent circuler librement atteint actuellement près de 40 milliards de dollars. Et ce sont les déplacements de ces « capitaux flottants » qui alimentent la spéculation contre les diverses monnaies lorsque la recherche du profit tiré de l'intérêt servi au dépôt fait place à la spéculation sur un changement des taux de change. Ce marché constitue une véritable poudrière pour le système : en effet, les Eurodollars sont des dépôts liquides que leurs détenteurs peuvent mobiliser du jour au lendemain. Le système n'a jusqu'à présent fonctionné que parce que la progression des taux d'intérêt sur ce marché favorisait une relative stabilité de comportement des déposants et parce que le marché était alimenté par de nouveaux Eurodollars dans le cadre d'une expansion généralisée. Mais que se passerait-il si un vent de récession soufflait sur le monde occidental ?

Une crise mondiale ?

● **Car le risque de récession reste inhérent au fonctionnement du néo-capitalisme.** Le réveil de la combativité ouvrière oblige les Etats à garantir, voire à accélérer la croissance économique. Mais cette accélération sans remise en cause de l'ordre social ne peut se faire que dans l'inflation, c'est-à-dire avec des hausses de prix qui effacent les modifications nominales des revenus liées au développement économique et aux succès des mouvements revendicatifs. (Cf. l'évolution française depuis mai-juin 1968.)

Cette stratégie, dès lors qu'elle s'étend à l'ensemble du système, multiplie les désordres. Les changements de parité monétaire en sont une des expressions. Ceci explique qu'actuellement les différents gouvernements tentent d'appliquer des **politiques de stabilisation**. Mais il leur est interdit, compte tenu des rapports de forces entre classes sociales, de s'engager trop résolument dans la voie d'une déflation caractérisée. En outre, ce qui est possible pour un pays risque de dégénérer en processus cumulatif quand plusieurs pays appliquent en même temps la même politique. Or, c'est le cas actuellement, et on se demande si le ralentissement attendu de ce fait de la croissance dans le courant du premier semestre 1970 ne comporte pas des risques de dépression mondiale.

La « régulation » des économies occidentales est donc actuellement prisonnière de contradictions internationales du capitalisme de monopole :

● La domination américaine implique la suprématie du dollar. Mais la masse des dollars qui servent de véhicule à l'impérialisme est telle que la confiance dans cette monnaie reste liée au climat d'expansion.

● Les Etats-Unis sont contraints de lutter contre une inflation interne qui affecte la valeur de leur monnaie mais ils ne peuvent s'engager dans une politique franchement déflationniste.

En conséquence, il est clair que la confiance dans le dollar et l'expansion mondiale sont actuellement deux objectifs antagonistes.

Le capitalisme mondial est ainsi à la merci d'une erreur ou d'un accident qui peut provoquer une crise généralisée du système. □

Brest : les projets qui restent en rade

Jean-Yves Romo

Brest, avec sa belle rade, son abri très sûr, est un instrument étonnant qui ne sert à rien. A mi-chemin entre La Corogne et Rotterdam, près de la Grande-Bretagne, cette ville est située à proximité d'une des voies maritimes les plus fréquentées. Elle n'est « excentrée » que sur le plan terrestre. Elle se caractérise par une absence d'arrière-pays industrialisé. Pourtant sa population est en essor.

160 000 oubliés

Les chiffres du recensement de 1968 ne sont pas connus. Il est difficile de prendre comme base l'évolution démographique de 1954-1962. Il faut cependant retenir que 20.000 logements nouveaux furent construits entre ces deux dates, la population de la ville passant de 113 à 142.000 habitants. En 1969, on peut l'évaluer à 165.000 habitants. Le centre de Brest, connu des touristes, comptait, en 1962, 8.000 habitants (couches aisées et centre commercial). La périphérie offre un autre visage. La plupart des 18.000 ouvriers de Brest (37 % de la population active) y vivent.

Une étude des logements par quartier, de leur confort, de leur surpeuplement et de leur vétusté montre que les équipements individuels et collectifs font défaut d'une façon flagrante (à Saint-Martin et Pilier-Rouge par exemple). 47.500 actifs en 1962 pour 142.000 habitants : Brest est à l'image de la population française. Cependant l'arrière-pays se dépeuple : les jeunes partent, les retraités reviennent. Ces derniers (70.000 entre 1962 et 1968 pour la Bretagne) sont le moteur essentiel du soi-disant accroissement démographique tant annoncé par le gaullisme comme un facteur de prospérité.

Les sous-marins de la prospérité

Quand vous parlez de l'avenir économique, on vous dit : « Ah ! mais oui... il y a la marine nationale ». Il y a en effet un très important secteur militaire à Brest et dans sa région. Chacun sait qu'il n'est en rien un facteur d'entraînement pour une région. Tou-

lon avant Brest fut un exemple de cet envahissement sans intérêt de la marine française. A Brest il y a « l'île longue » et son infâme chantier où on exploite dans des conditions scandaleuses des travailleurs immigrés et des chômeurs bretons pour construire des refuges à « nos » sous-marins nucléaires (« Redoutable », « Terrible », « Foudroyant », etc.). Il y a aussi la base aéronavale de Landivisiau dont la construction a fait travailler quelques paysans-ouvriers pendant un an. Il y aura l'héliport d'Ouessant. Et le régime se targue d'arriver ainsi au plein emploi. Il parle aussi de raffineries (on sait que cinquante personnes pourraient suffire au fonctionnement d'une raffinerie entièrement automatisée). On imagine fort bien

Les choix que le capitalisme ne fait pas

Une région de caractère rural ne peut subvenir aux besoins en équipements, en main-d'œuvre qualifiée d'un port.

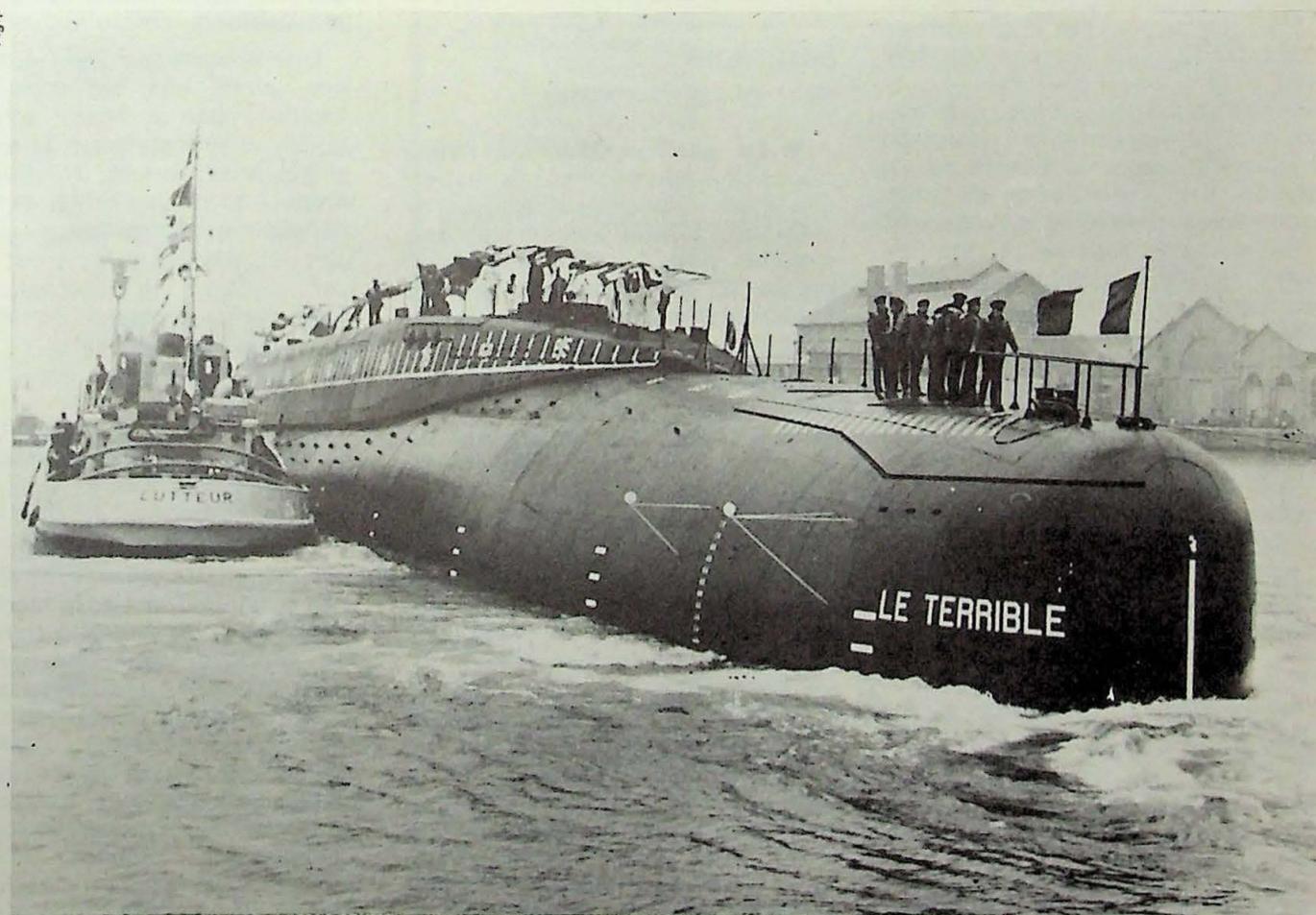
Le devenir de l'agglomération brestoise et de la région de la basse Bretagne passe donc par la création d'industries dites « industrialisantes », c'est-à-dire génératrices d'emplois, permettant la reconversion des emplois déjà existants (Arsenal) et stimulant la réparation navale, le carénage (Ateliers et Forges de l'Ouest) au sein d'un port de commerce qui ne végéterait plus.

La pétrochimie et la sidérurgie sont ces industries inductrices de main-d'œuvre. Les projets élaborés

par le régime (raffinerie, quai d'armement) ne se rapprochent en rien de cette nécessité. La pétrochimie à elle seule ne suffit pas. Le projet nécessaire et suffisant, on en trouve l'expression dans le plan élaboré par le CE-COR (comité d'expansion de la Cor-

nouaille) : il propose la création d'un complexe sidérurgique et pétrochimique Brest-Douarnenez. La baie de Douarnenez est écartée du projet gouvernemental. Le complexe s'inscrirait dans le paysage de la région et lui fournirait les bases d'un dynamisme nouveau. Il faut souligner les effets induits de la pétrochimie et de la sidérurgie avec d'autres secteurs d'activité industrielle. La recherche des sources d'énergie suppose une autre politique vis-à-vis des pays du tiers monde. Le gaz naturel de la mer du Nord et celui de l'Algérie peuvent être une base de départ pour Brest. Encore faut-il que les relations commerciales avec l'Afrique du Nord soient autre chose qu'un pillage organisé.

Agip



le côtoiement des bombes H et des tankers de 300.000 tonnes dans le goulet de Brest. L'aménagement du territoire conçu par les gaullistes est ainsi plein d'explosifs et de haute stratégie. Il oublie qu'une bombe H, ça détruit une ville entière très vite...

rés par le régime (raffinerie, quai d'armement) ne se rapprochent en rien de cette nécessité. La pétrochimie à elle seule ne suffit pas. Le projet nécessaire et suffisant, on en trouve l'expression dans le plan élaboré par le CE-COR (comité d'expansion de la Cor-

L'actuelle récession de la Bretagne, l'enjeu militaire que représente Brest supposent donc une lutte accrue contre le capitalisme, pour le contrôle ouvrier dans les usines, les quartiers, la ville et la région. Les campagnes du P.S.U. vont dans ce sens. □

luttones internationales

Italie

A Turin, la lutte continue

Armand Pierre-Lyaudet
Elie Depardon

Quatre camarades du P.S.U. du Rhône, de passage à Turin, ont été reçus par les dirigeants et les militants ouvriers du P.S.I.U.P. de la Fédération provinciale de Turin. Ceux-ci leur ont fait part de la situation en Italie et ont exposé leurs perspectives de luttones.

La combativité de la classe ouvrière

Avec notamment la lutte menée par les métallurgistes — un million et demi de travailleurs — le dernier trimestre 1969 a été marqué par une série d'actions, de grèves « sauvages » et par une grande combativité dans les entreprises. Le patronat et le gouvernement ont répondu par une réaction très forte : ainsi, chez Fiat, il y a eu trois cents dénonciations de militants à la magistrature ; attaques également contre la liberté de la presse avec l'arrestation de trois journalistes d'extrême gauche.

Mais cette réaction a été un échec et n'a pas entamé la force et l'unité des travailleurs. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'attentat de Milan.

Au sujet des attentats de Milan et de Rome, nos camarades du P.S.I.U.P. sont catégoriques :

« C'est l'œuvre de groupes fascistes, en liaison avec des gens se prétendant anarchistes (mais sans aucun lien avec les groupes anarchistes) ; ainsi le groupe du 22 mars est un groupe fasciste et certains de ses membres ont été reçus en Grèce avant l'attentat.

Il s'agit d'un attentat de droite dont le but était de retourner l'opinion contre les partis de gauche et provoquer la répression.

Le plan fasciste prévoyait une centaine de morts.

Il pouvait s'agir aussi de pousser le Président de la République, M. Saragat, à prendre l'initiative pour instaurer un régime présidentiel. »

Pour conclure, nos camarades comparent l'attentat et l'exploitation qui en est faite à l'incendie du Reichstag et à son exploitation par Hitler. Mais la manœuvre du pouvoir a échoué. Il y a bien sûr une

vague de répression — perquisitions, arrestations, inculpations de militants et de l'éditeur Feltrinelli. Pourtant, le danger de coup de force de l'extrême droite n'existe pas. L'action de Saragat pour promouvoir un régime présidentiel rencontre des oppositions dans tous les partis. Les organisations de gauche ont réagi, à l'exception du P.S.U. qui, d'ailleurs, se situe à la droite de la démocratie chrétienne. Le P.C.I. a même ouvert les colonnes de sa presse à la Fédération anarchiste italienne. Surtout cette répression n'a pas entamé la volonté de lutte de la classe ouvrière qui poursuit les mouvements engagés.

Stratégie des organisations

● Le parti communiste italien n'a qu'une perspective : la recherche d'une nouvelle majorité parlementaire. Il n'est évidemment pas possible pour lui d'envisager son entrée au gouvernement, mais il soutiendrait une nouvelle expérience de centre gauche.

Le P.C.I. subit d'ailleurs une crise ; la direction s'efforce d'empêcher la création d'un courant de gauche au sein du parti. Des membres de « Il Manifesto » viennent de se faire exclure : ces camarades ont développé une théorie très voisine de celle du P.S.I.U.P. de Turin ; se référant à la tradition initiale du P.C.I. (Gramsci), ils cherchent une perspective soviétiste (formation de conseils ouvriers) au cours du développement des luttones. Mais le Manifesto n'a pas eu jusque-là de lien avec la base. C'est l'exclusion de quelques-uns qui a permis au mouvement de se faire connaître. Maintenant les camarades du Manifesto cherchent à se lier à la base du parti dans la perspective d'une scission. La direction du P.C.I. peut donc prochainement se trouver dans une situation délicate car l'expulsion des dirigeants très liés à la base provoquera le regroupement et le départ de nombreux militants.

● Dans le P.S.I.U.P., nos camarades de Turin développent une

stratégie bien différente : pour eux, il s'agit, face au pouvoir, de créer un contre-pouvoir à la base.

● Les syndicats sont conditionnés par la combativité des organismes de base. Depuis la signature de la Convention de la métallurgie, ils posent le problème du salaire indirect (Sécurité sociale, logement, etc.) et réclament des réformes de structures.

Nos camarades ironisent sur cette stratégie des organisations syndicales qui, par exemple, exigent « un honnête prix du logement » et, pour eux, cette stratégie est intimement liée aux perspectives parlementaires du parti communiste.

L'unité syndicale peut être positive quand elle est imposée et impulsée par la base ; elle peut revêtir aussi l'aspect d'un contrôle sur la base en vue d'une récupération des mouvements, avec des débouchés réformistes.

Les travailleurs de la Fiat

Les militants de la Fiat nous exposent alors les perspectives sur les entreprises et en particulier sur Fiat.

Nos camarades se sont rendu compte que la classe ouvrière devait se structurer sur le modèle de l'organisation capitaliste (par équipes, ateliers, etc.). Les syndicats ont opposé une résistance à cette nouvelle forme d'organisation et de luttones, mais sous la pression de l'action directe ils ont dû peu à peu changer leurs perspectives et parler, eux aussi, de comités d'entreprise, comités d'atelier, comités d'usine. Ce sont les ouvriers et non les bureaucrates syndicaux qui ont mené les luttones. Les grèves n'ont pas été décidées de l'extérieur mais de l'intérieur.

Après les grèves intérieures, le problème s'est posé de faire sortir la grève de l'usine par des manifestations de masse dans les villes. Les actions sur les quartiers (problème des loyers, par exemple) sont importantes car

elles touchent aussi les conditions de vie de la classe ouvrière, mais elles doivent rester liées aux mouvements sur les entreprises du quartier ; elles doivent suivre et non précéder les actions à l'intérieur de l'usine.

Nous arrivons à un nouveau stade de la lutte, avec la signature des conventions. Les militants ouvriers sont conscients qu'il faut immédiatement continuer et intensifier l'action pour l'application des contrats, pour engager de nouveaux combats sur les conditions de travail, contre les différences de catégories et la hiérarchie des salaires, contre le paiement à la tâche. La lutte ne fait que commencer.

En réponse à nos questions, les militants ouvriers nous déclarent que les conseils ouvriers (d'atelier, d'usine) ont pu être mis sur pied et l'action a pu être menée avec efficacité là où le parti communiste était mal implanté et les syndicats très minoritaires. C'est le cas de Fiat, où seul un ouvrier sur cinq est syndiqué. Ils nous précisent encore qu'à leurs yeux, le patronat a besoin d'un syndicat fort unifié pour avoir un interlocuteur valable ; ils estiment que le problème des militants est de constituer à l'intérieur des syndicats une gauche syndicale aujourd'hui morcelée (l'unité syndicale, en ce sens, peut être positive), mais non un nouvel appareil bureaucratique syndical à l'extérieur ou à l'intérieur.

Pour des luttones plus fortes

A notre tour, nous avons exposé la situation en France et les difficultés de notre combat. Les camarades italiens ont été particulièrement intéressés par les luttones exemplaires comme la grève des pistoleurs chez Peugeot, les raisons du semi-échec de la grève de l'E.D.F., la virulence du P.C.F. (resté plus stalinien que le P.C.I.) envers tous les gauchistes, l'évolution positive de la composition sociale du

P.S.U., la répression patronale et gouvernementale (politique du serrage de ceinture sous le prétexte de réorganisation technologique, recherche de nouveaux profits par la dénationalisation, tentative d'intégration de la classe ouvrière par l'intéressement et l'actionnariat), la prise de conscience d'une minorité paysanne, les luttes contre

l'enseignement de classe menées par les étudiants et les lycéens. Ils ont retenu des exemples concrets de la manière dont le patronat pouvait récupérer les victoires ouvrières dès que les luttes retombaient.

Notre séjour s'est terminé par une visite à la FIAT de Mirafiori (50.000 ouvriers). Nous avons alors

pris conscience de l'audience des camarades du PSIUP de Turin qui nous ont présenté les responsables des comités d'usine, et de l'enthousiasme de la base en lutte. Les nombreux ouvriers qui ont alors fait cercle autour de nous ont exprimé le désir de rencontrer des travailleurs français (notamment de Berliet) et nous ont

souhaité pour 1970 « des luttes plus fortes ». Quant à eux, ils envisageaient de bien finir l'année : M. Agnelli veut récupérer les heures perdues pour lui et augmenter la production jusqu'au dernier jour. Mais tous les ouvriers disaient : « Pas de discussion. Le 31 décembre, nous sortirons tous à 10 heures. » □

Répression au Brésil

Henri Beley

Une répression insensée s'abat, depuis des mois, sur le peuple brésilien. Elle se traduit notamment par l'application systématique, dans tout le pays, des formes de torture les plus barbares. Cette répression s'exerce, sous la direction de l'armée, par toutes les forces de police (Etat, Air, Marine), aussi bien dans les casernes que dans les locaux policiers. Quelques exemples :

- Les chocs électriques appliqués sur les organes génitaux et sur la langue.
- La « pan de arara », qui consiste à attacher une personne sur une planche fichée en terre, à la frapper et à lui appliquer ces chocs électriques.
- La « chaise du dragon », chaise métallique où la victime, ligotée nue, reçoit sans interruption des décharges électriques émises par un appareil de télévision.
- Les ongles et les yeux arrachés ; les fesses lacérées.
- Le passage à tabac au moyen d'un fil d'acier flexible ayant la forme d'un ressort et causant des plaies profondes.
- La « roulette russe ».
- Pour les femmes : la pointe des seins brûlée avec des cigarettes ; la pendaison, nues, la tête en bas, etc.

La répression atteint en priorité les leaders ouvriers, paysans et étudiants, mais elle n'épargne ni les parents des victimes, ni même des personnes totalement étrangères à toute activité révolutionnaire. Bien entendu, la législation brésilienne est désormais inexistante : il n'y a plus de délai pour

la libération des détenus, plus d'« habeas corpus ». Quelques faits parmi d'autres :

Enio Seabra, leader métallo de Belo Horizonte, a été arrêté quatre fois, l'an passé. Il se trouve actuellement soumis aux pires sévices.

Dans l'Etat de Pernambuco, la police a occupé les régions sèches et opéré de nombreuses arrestations (ce qui entraîna d'ailleurs d'amples manifestations à Recife et à Cabo).

Dans le nord du pays — où les paysans du Maranhao (venus du Nord-Est après avoir été expulsés par les latifundistes) mènent depuis des années un combat pour la possession des terres et pour la défense du produit de leur récolte — arrestations, tortures, démolition de matériel, vol des instruments de travail se succèdent. Loin de démobiliser les paysans, la répression a entraîné des manifestations pour la libération des détenus, dont l'ampleur a été telle que les forces répressives ont dû parfois céder.

Le mouvement étudiant n'est pas épargné. Le 5 septembre dernier, à Rio, la police a arrêté Jean-Marc van der Weig, président de l'U.N.E.B. (Union Nationale des Etudiants Brésiliens), et l'a soumis à de telles tortures qu'il a manqué y laisser la vie.

Ce qu'il faut noter, c'est que les militants résistent avec un courage admirable aux pires sévices, refusant les dénonciations qu'on exige d'eux. Le bilan des luttes anti-impérialistes de 1968 et 1969, donné ci-contre, est d'ailleurs, à lui seul, révélateur de la combativité grandissante des Brésiliens face à un pouvoir militaire et policier totalement inféodé aux U.S.A. □

Brésil : la plus grande néo-colonie U.S. du monde

Superficie : 8.500.000 km²

Population : 90.000 d'habitants (urbaine : 46 %)

Population active : industrie : 17 %

agriculture : 60 %

services : 23 %

Analphabetisme : 50 % de la population

Concentration de la propriété foncière : 2 % des propriétaires détiennent 50 % des terres cultivables.

Revenu par tête : 200 dollars par an (dans le Nord-Est, le revenu descend jusqu'à 50 dollars par an).

Chômage : endémique (files quotidiennes de chômeurs à l'entrée des usines).

Participation du capital étranger dans l'industrie : 80 % de la production entre les mains des monopoles américains, mais aussi allemands, japonais, anglais, italiens, français ; 20 % seulement appartiennent à la petite et moyenne industrie nationale (soumise elle aussi d'ailleurs aux capitaux étrangers).

Participation du capital étranger dans l'agriculture : Parmi les 80 principales propriétés agricoles, les plus importantes appartiennent à des impérialistes U.S. Les achats de terres se succèdent. Ainsi, la moitié de l'Etat de Goias (très riche en quartz) et une grande partie de l'Etat de Bahia sont entre les mains de capitalistes U.S.

Présence militaire U.S. : Les missions militaires américaines donnent des instructions de guerre antiguerilla et parcourent tout le pays. De nombreux militaires brésiliens vont passer 3 ans aux U.S.A. où ils apprennent comment défendre la « civilisation occidentale et chrétienne ». D'autres reçoivent un entraînement en Virginie et à Panama. Des conseillers U.S. sont également envoyés pour initier l'armée brésilienne aux méthodes de torture.

Régime politique : Depuis le 13 décembre 68, l'« acte institutionnel n° 5 » a supprimé toutes les apparences démocratiques (suppression du suffrage universel, des libertés démocratiques, des droits politiques ; établissement de la censure et de la confiscation des biens). Par l'acte n° 14, les militaires au pouvoir viennent de prévoir l'instauration de la peine de mort pour crimes politiques. L'arbitraire le plus complet règne sur tout le territoire, où une police parallèle (comme le C.C.C. : Commandos de chasse aux communistes) renforce la police officielle, elle-même soumise à l'autorité militaire. Depuis octobre 1969, soit un mois après la chute de Costa e Silva, les forces armées ont nommé le général Medici à la tête de la dictature.

Luttes anti-impérialistes

En 1968

- Attentats contre des locaux, personnes et investissements U.S. (à Rio et Sao Paulo), journaux réactionnaires, sièges de la police et de l'armée.
- Attaques de banques et de casernes.
- Mouvement de solidarité dans tout le pays après l'assassinat d'un étudiant. Union ouvriers-étudiants dans les grands centres industriels. Mobilisation étudiante contre la mainmise sur les universités par les fondations U.S. Occupation des universités. Défilé de 100.000 personnes à Rio pour soutenir les étudiants.
- 1^{er} mai : manifestations ouvrières dans les principales villes du pays. Solidarité des paysans dans certaines régions.
- Grèves avec occupation d'usines pour la première fois depuis 1964, notamment à Minas Gerais, en avril et en octobre.
- Extension du mouvement paysan en lutte contre les latifundia, l'exploitation des grands commerçants, l'expulsion des terres, etc. Luttes armées contre la police. Grèves d'ouvriers agricoles avec occupation de fermes et d'usines sucrières.

En 1969

- Attaques, à Sao Paulo, contre le service de renseignements U.S. et contre l'association catholique « Tradition, Famille, Propriété ». Incendie à Rio du magasin Sears (d'appartenance U.S.). Occupation à trois reprises des stations de radio de Sao Paulo ; diffusion de manifestes. Des groupes armés cernent et occupent l'usine Volkswagen de Sao Paulo et s'adressent aux ouvriers. Occupation de la prison centrale de Rio et libération des militants arrêtés.
- Attaques de banques et de casernes dans plusieurs villes. (Depuis décembre 1968, on enregistre 60 attaques réussies de banques à Sao Paulo et 30 à Rio.)
- Enlèvement de l'ambassadeur U.S.
- Grèves des métallos à Sao Paulo.
- Mobilisation des paysans au Maranhao (N.E.), qui, armes en main, contrôlant les voies d'accès, envahissent une prison et libèrent leurs camarades arrêtés.
- Manifestation contre la veuve de Rockefeller. Saccage de la bibliothèque Jefferson à Rio. Attaque du siège de la First National City Bank à Rio.
- Boycott de la Biennale de Sao Paulo par les principales délégations étrangères pour protester contre la répression.

Le prix du théâtre pauvre

Dominique Nores

Jean-Marie Patte présente son dernier spectacle au Jardin (1). Pendant ce temps, à Holstebro, Yves Lebreton joue devant des spectateurs danois. L'un et l'autre font du « théâtre pauvre » : pas de costumes, pas de décor, un espace nu. Mais, ce que certains, bien placés pourtant pour se renseigner, semblent ne pas avoir compris, c'est que le « théâtre pauvre » coûte cher.

Jerzy Grotowski et Eugénio Barba qui sont les deux champions du « théâtre pauvre » en Europe, travaillent avec une équipe technique et artistique payée à l'année, à des spectacles qui, présentés accessoirement devant un public restreint, rapportent peu d'argent. L'Etat polonais et la ville d'Holstebro financent leurs recherches et ne lésinent pas.

Jean-Marie Patte est le metteur en scène français qui, comme Grotowski et Barba, devrait pouvoir travailler librement et sans soucis d'argent. Après les **Récits bouddhiques** qu'il a présentés l'été dernier, il propose **Jeux**, un collage de textes dont le choix et l'agencement peut varier tous les soirs.

Ce qui est passionnant pour le spectateur c'est d'être placé au milieu de la recherche, convoqué à suivre le travail qui arrête la réflexion sur un mot, sur le déplacement d'une lumière. Demain le mot aura sans doute disparu et la lumière changé. Nous sommes dans le domaine de l'exercice — non pas brouillon de ce qui sera. Chaque mouvement est techniquement au point. Mais forme créatrice en acte, constamment occupée à inventer de nouveaux rapports entre le spectateur et l'environnement sensible.

Or la subvention que reçoit Patte est très insuffisante. A la

différence de la Pologne, le gouvernement français éparpille ses dons. La vraie recherche, celle qui ne peut que coûter, en pâtit.

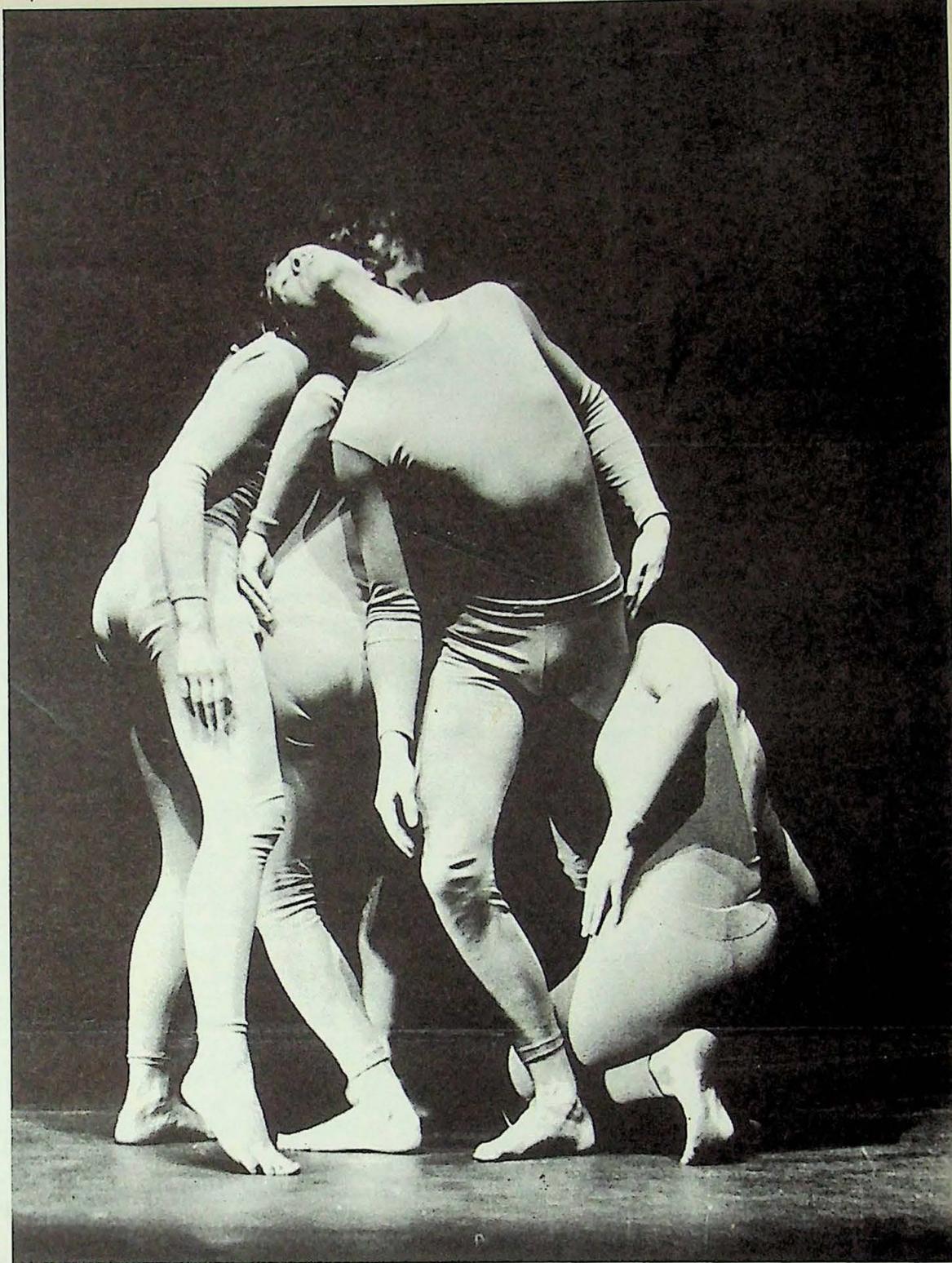
Yves Lebreton a été pendant quatre ans l'élève d'Etienne Decroux. Il a une formation de mime. Son dernier spectacle, « **Obstination** », — effort de quatre corps d'abord soudés les uns aux autres pour « saisir l'insaisissable » — a frappé par sa puissance d'évocation et la nécessité interne dont tout mouvement, toute vibration dans l'espace procédait. J'ai interrogé Yves Lebreton sur les circonstances qui lui ont permis de trouver, à l'étranger, les conditions d'un travail en profondeur.

D.N. : Quand Eugénio Barba vous a-t-il proposé de venir au Danemark ?

Y.L. : En juin dernier. Mes études étaient terminées depuis six mois. Je ne souhaitais pas travailler à Paris. Antoine Bourseiller (2) nous a proposé, à trois autres élèves de Decroux et à moi, de former un groupe de recherche. Il nous aurait donné un lieu de travail et une bourse d'étude.

D.N. : La proposition n'a pas abouti ?

Y.L. : Bourseiller n'a bientôt plus parlé de rien. Nous avons supposé qu'il était gêné, financièrement (3). Barba était à Aix. Il dirigeait un stage. Il nous a proposé de le rejoindre à Holstebro en juillet. Il comptait nous avancer un peu d'argent. Au lieu de cela il nous en a donné beaucoup : 20.000 couronnes, plus d'un million d'anciens francs.



D.N. : Il vous mettait le pied à l'étrier.

Y.L. : Maintenant nous travaillons près de lui. Nous préparons et montons nos spectacles sans avoir en pensée la nécessité de gagner de l'argent. En effet nous avons ouvert une école de mime. Des élèves y viennent de l'extérieur. Mais les comédiens stagiaires de Barba y travaillent aussi plusieurs heures par jour.

D.N. : Votre recherche recoupe la leur ?

Y.L. : Nos intentions et notre esthétique sont différentes. Mais ce qui peut les intéresser dans notre travail, c'est une pratique rigoureuse. Nous partons du corps, de la connaissance objective que nous en avons pour arriver à la plénitude psychique.

Jean-Marie Patte a dix ans de plus qu'Yves Lebreton. Il est las. « J'arrive à l'âge adulte, dit-il, et que faire ? Pendant dix ans j'ai monté des pièces qui ont été jouées trois fois... » Ac-

tuellement il est souvent invité à montrer son travail à l'étranger, et se déplace peu. La parcimonie gouvernementale lui fait un comportement gêné. Pour payer ses comédiens, il s'endette ; pourquoi engagerait-il de nouveaux frais ? Patte n'a pas attendu que M. Michel prêche l'économie pour en faire sa vertu. Mais c'est une vertu triste. Ni le théâtre fran-

çais, ni le théâtre en général, qui vit d'échange, n'ont rien à gagner à cette usure de l'enthousiasme. □

(1) Cité Universitaire : 21, boulevard Jourdan, Paris-14^e. GOB. 87-70.

(2) Directeur du Centre dramatique du Sud-Est.

(3) Depuis mai 68 les subventions des Centres leur ont été données trois mois par trois mois.

Courrier des Entreprises

Un nouveau numéro est paru.

Au sommaire :

- Stage Entreprise de Crolles ;
- Les rapports Partis-Syndicats ;
- Les grévistes de la faim du C.E.A. font le bilan de leur action.

— Abonnement : 6 F.

— Prix du numéro : 1 F.

WIE

quotidienne

Radio -
Télévision scolaire

La reprise en main

Anne-Marie Lefranc

En mai 1968, la Radio-Télévision Scolaire (R.T.S.) comme l'Institut Pédagogique National (I.P.N.) dont elle dépend, avait connu son heure de fièvre. Six semaines de grève, et une influence certaine dans le déclenchement de la grève de l'O.R.T.F.

Il lui en était resté un esprit « gauchiste » qui se manifestait dans le choix des programmes, dans une certaine forme d'organisation collégiale, voire même dans la contestation interne.

Avec quelque retard, « l'ordre » ici encore a été rétabli. Il a suffi d'un prétexte simple, un incident « bien orchestré » qui a donné lieu à une question orale et à une réponse du ministre de l'Éducation nationale à l'assemblée le 12 décembre. L'incident, c'est une émission d'actualité destinée aux élèves de 4^e et de 3^e, qui évoquait deux événements de l'été 1968 : les troubles d'Irlande et la mort d'Ho Chi Minh. Cette émission a été interdite d'antenne, à l'insu des services compétents et du directeur de l'I.P.N., par contact direct entre la direction générale de l'O.R.T.F. et le cabinet du ministre.

Répression politique...

Ce dernier s'est empressé d'exploiter l'incident. Il n'a même pas attendu les conclusions d'une enquête administrative en cours, officiellement destinée à « préparer les dossiers du cabinet à l'occasion de la discussion sur le statut de l'O.R.T.F. » :

en fait, une enquête politique. D'abord, c'est le chef du département de la R.T.S., M. Cormary, qui est prié de céder son poste à un Inspecteur d'académie de Moulins, M. Valérien. Le jour même de son arrivée, celui-ci prévient le chef de la division « Télévision scolaire », M. Gaudu membre du P.S.U., que son départ est indispensable au « sauvetage » de la R.T.S. M. Gaudu sera donc muté à Sèvres où ne l'attend aucun poste correspondant à ses qualifications.

Et répression technocratique

Par delà la répression clairement politique, c'est toute l'orientation de la R.T.S. qui est menacée.

Depuis sa création, en 1953, la R.T.S. vivait d'ailleurs sous une double menace : celle de son rattachement à l'O.R.T.F. (donc son détachement de l'Éducation nationale), et celle de sa soumission à un Centre Interministériel. L'une et l'autre solution ayant pour objectif de la soumettre à un contrôle absolu du pouvoir politique.

La solution finalement adoptée, plus subtile, n'en aboutit pas moins au même résultat. Par le biais des réorganisations des structures (la R.T.S. sera prochainement élargie aux dimensions d'un Centre national des moyens d'enseignement, incluant cinéma, disques, diapositives, et même manuels), il s'agit de transférer tous les

pouvoirs aux services administratifs, aux technocrates de l'Éducation Nationale, et, par là-même, de les enlever aux enseignants spécialisés et aux réalisateurs.

Car ces derniers sont « dangereux », Outre leurs mauvaises opinions politiques, ils ont gardé de Mai des thèmes pédagogiques (information sur l'actualité, travaux de groupe, non-directivité, décloisonnement des disciplines) qui conviennent d'ailleurs très bien à la télévision. Subversive, cette ébauche d'école télévisée ! M. Valérien lui reproche « d'être faite pour les maîtres qui n'en ont pas besoin ». En clair, cela veut dire qu'il faut faire désormais une R.T.S. de grande consommation. Et que les enseignants et les réalisateurs seront de simples exécutants, chargés de transmettre une information dont ils n'auront plus le choix.

En conséquence, de nouvelles mutations d'enseignants sont à craindre en fin d'année scolaire : des pans entiers de programme seront abandonnés ou repensés. L'emploi des réalisateurs, pour moitié « pigistes », est menacé. Malheureusement la division syndicale entre F.E.N., C.T.D.T. et C.G.T. paralyse actuellement toute possibilité de riposte efficace. Et pourtant les enseignants, les techniciens et même les administratifs seront tous, en fin de compte, également brimés au sein d'un futur « Centre de normalisation des programmes d'enseignement ».

Vivez tranquillement

(...) Depuis six mois, je suis, pour parler pudiquement, « sous les drapeaux ».

Mon silence n'est pas le fait de la disparition de ma conscience socialiste, mais d'une impossibilité matérielle de communiquer librement. En effet je suis tombé dans un régiment spécialement choisi pour les gens de notre race, un régiment où se retrouvent beaucoup des jeunes de Mai (un responsable de la F.E.R., un des étudiants dont le sursis avait été résilié l'an passé, etc.).

Pourtant la résistance au bourrage de crâne n'est pas renforcée du fait de l'affluence de militants gauchistes. Il n'y a entre nous aucune union. Beaucoup même semblent fuir la discussion et avoir honte de leurs actions passées (...).

Si chacun ne change pas de façon si brutale, au moins nous nous taisons tous et ne recherchons pas de rencontres.

Cette attitude qui peut paraître blâmable de l'extérieur est pourtant fort compréhensible dans le cadre d'un régiment à caractère disciplinaire.

Déjà l'instinct de conservation joue : faire de la taule ici est plus difficile moralement qu'ailleurs (absence de l'ambiance sécurisante d'un parti ou d'une organisation, peur devant

le silence qui règne autour de l'armée : qui a parlé des militaires qui ont été envoyés à Landau après le mois de Mai ?). Cette ambiance de peur individuelle est théorisée après coup (même par moi !) : « autant faire ses seize mois peinars », « on sera plus utile au socialisme dans le civil que dans une geôle militaire ». Bref cette vie entraîne de multiples concessions qui sont aggravées par le fait que chez nous les soldats réagissent mal vis-à-vis du mouvement étudiant.

Les gauchistes étudiants peu habitués aux réactions des ouvriers sont déroutés.

Ainsi, chacun d'entre nous change, et cela pour vivre un peu plus tranquillement. Au prix d'une attitude apparemment disciplinée, on peut obtenir une planque dans un bureau et ainsi de suite. Certains officiers ont bien compris cela, qui, par des clins d'œil essaient de jouer sur l'esprit de corps : les intellectuels face aux manuels.

Je t'adresse maladroitement ces quelques remarques que m'ont inspirés mes premiers mois d'armée. L'isolement devient pénible et j'avais besoin d'écrire à quelqu'un autre chose que les constats de bonne santé et de bon moral que le bidasse envoie à ses parents et amis pour les rassurer (...). □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Rappel des numéros disponibles :

- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

Les cinq canonnières :

Affaire non classée

Jean Verger

Les cinq canonnières sont à Haïffa, deux généraux français sont suspendus », l'amiral israélien Limon est « persona non grata », les milieux sionistes jubilent, la majorité des pays arabes (sauf la Libye et l'Algérie) ferment les yeux en attendant les prochaines livraisons d'armes françaises ; bref, une affaire ténébreuse et rocambolesque qui a défrayé la chronique entre Noël et le Jour de l'An, se termine en queue de poisson.

Les deux généraux « suspendus » Cazelles et Bonte, l'un secrétaire de la Commission interministérielle des armements, l'autre responsable de la Commission internationale, sont d'un âge mûr pour la retraite : voilà qui en fait deux boucs-émissaires parfaits. Leur avenir matériel n'est pas assombri, leurs légions d'honneur se portent bien. Pas question bien entendu de les traduire devant la Cour de Sécurité de l'Etat : ils pourraient parler, vendre la mèche, expliquer avec quelle complaisance, ils se sont sacrifiés sur l'autel de « l'intérêt national » (c'est-à-dire du gang U.D.R.). Une chose est claire dans cette affaire : les deux généraux en question (et les membres de la Commission Interministérielle) savaient fort bien, que le contrat de cession des cinq canonnières était « bidon ».

● On ne traite pas un marché de 55 millions de francs lourds avec un client que l'on ne connaît pas et qui ne dis-



pose pour toute adresse que d'une boîte postale à Oslo !

● L'exportation de matériel d'armement est assujettie à des règles administratives particulièrement lourdes : la bureaucratie d'Etat en France est bien rôdée, nous le savons tous !

● La vente implique paiement : les termes de paiement, la transaction financière, cela mérite quelques petites précisions pour une telle somme !

● La Direction Générale des Douanes (c'est-à-dire le Ministère des Finances) avait donné son accord à la transaction, avant que ne statue en dernier ressort la Commission interministérielle, présidée par le Général Cazelles.

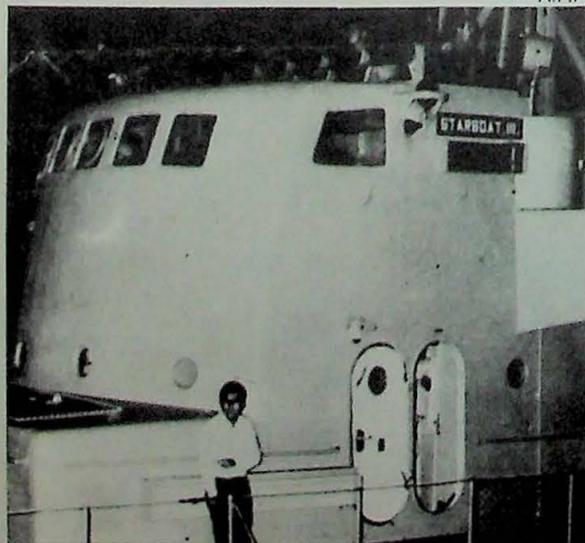
Dans cette fameuse commission, sont représentés à un niveau élevé les ministères suivants :

● Ministère des Finances, de la Défense nationale, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, plus le cabinet du Premier ministre !

Quelqu'un (ou quelques-uns) de très haut placé a donc manigancé l'opération : avec la bénédiction du gouvernement israélien.

La célérité avec laquelle, les boucs-émissaires ont été « sanctionnés » pour étouffer l'affaire, situe le ou les responsables dans les rangs du gouvernement.

Il est encore trop tôt pour jouer au petit jeu des devinettes, mais voilà encore une lézarde dans le mur gauloise. Affaire non classée, à suivre.



A PARAÎTRE PROCHAINEMENT

ANDRÉ BARJONET

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LES EDITIONS JOHN DUBIER

236 pages

Prix de souscription 15 F
Prix public 16,50 F

Membre des Jeunesses Communistes dès 1939, résistant de la première heure. Membre du P.C.F. depuis 1944, collaborateur de Roger Garaudy à l'Encyclopédie de la renaissance française, puis au Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, un des premiers fondateurs d'« Economie et Politique ».

André Barjonet démissionna du P.C.F. en 1968 en même temps qu'il résiliait ses fonctions de Secrétaire au Centre d'Etudes Economiques et Sociales de la C.G.T. et qu'il adhéra au PARTI SOCIALISTE UNIFIE.

A la table des matières

1^{re} partie

- I. — Le PCF, la nation et la patrie.
- II. — Quel marxisme ?
- III. — Le PCF et la « démocratie ».
- IV. — Le PCF et le socialisme.
- V. — La dictature du prolétariat et les voies de passage au socialisme.

2^e partie

- I. — Le « centralisme démocratique ».
- II. — Les organisations annexes ou influencées.
- III. — La presse communiste et l'éducation.

3^e partie

- I. — Le PCF et les intellectuels.
- II. — Les communistes, le langage et la morale.
- III. — Les problèmes de la jeunesse.
- IV. — Le PCF et les questions internationales.
- V. — Les événements récents et l'échec de Waldeck-Rochet.

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65
Veillez expédier, franco de port, dès parution du livre « Le Parti Communiste Français » à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre

Ci-joint un chèque de

M

Adresse